

T2137-465-6,00 F

ISSN 0026 9433

hebdo

le monde

Libertaire



Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 465 JEUDI 9 DÉCEMBRE 1982 6,00 F

**NON
AU POUVOIR
DES CADRES !**



FOP 2520

Sommaire

PAGE 2 Activités des groupes F.A. PAGE 3 En bref Espagne 36 Des transports libres et gratuits Editorial Prud'hommes : non ! PAGE 4 Prud'hommes : pour et contre Les prud'hommes La métallurgie et la gauche PAGE 5 Merci patron !... Les restaurants grecs PAGE 6 Revoilà les artistes politicards	Tempête blanche... Sexisme et manuels scolaires PAGE 7 La sociobiologie PAGE 8 Sicile : l'avenir radieux ? Artistes polonais Solidarność... PAGE 9 Informations internationales PAGE 10 Livres en vente à la librairie F.A. PAGE 11 Livres, cinéma... PAGE 12 Les cadres...
---	--

Quelques ventes du M.L.

- PARIS ET RÉGION PARISIENNE :**
- Le groupe anarchiste du 14^e arrondissement de Paris organise une vente du *Monde libertaire* chaque jeudi, de 17 h 30 à 19 h, au métro Porte-d'Orléans, face à l'agence du Crédit lyonnais. On peut donc contacter ce groupe à cette occasion.
 - Le groupe anarchiste du 11^e arrondissement de Paris assure une vente du *Monde libertaire*, brochures, affiches, au marché d'Aligre, place d'Aligre, tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h 30.
 - Le groupe de Villejuif-Vitry assurera désormais deux ventes du M.L. L'une le samedi matin de 10 h à 12 h sur le marché Romain-Rolland à Villejuif ; l'autre à la gare de Vitry, de 17 h à 18 h 30 le vendredi.
 - Le groupe Fresnes-Antony organise une vente du M.L. tous les dimanches matin, de 10 h à 12 h, au marché d'Antony.
 - Le groupe Kropotkine assure des ventes du ML les jeudis, de 17 h 30 à 19 h à la gare du Val d'Argenteuil et les vendredis, de 17 h 30 à 19 h, à la gare d'Argenteuil.
 - Le groupe de Bobigny-Drancy assure des ventes du ML au métro Fort d'Aubervilliers les mercredis de 17 h à 19 h et au métro Eglise de Pantin les vendredis de 17 h à 19 h.
 - Le groupe Jacob tient ses ventes du *Monde libertaire* au métro Place d'Italie (sortie V. Aurio) dans le 13^e, le jeudi, de 17 h à 19 h et à Saint-Michel, chaque deuxième samedi du mois.
 - Le groupe libertaire de Versailles assure la vente du *Monde libertaire* tous les mercredis à la gare de Versailles-Chantiers, de 17 h 30 à 18 h 30, et tous les dimanches au marché principal de Versailles (sous le « Printemps »), de 10 h à 13 h. Une table de vente des brochures éditées par les groupes de la FA est proposée chaque dimanche au marché. Pour tout contact, n'hésitez pas à nous écrire : boîte postale 15, 78151 Le Chesnay Cedex.
 - Ventes du M.L. à Orsay-Bures tous les dimanches matin au marché des Ulis, de 10 h 30 à 11 h 30.

PROVINCE :

- Le groupe de Quimper de la F.A. assure une vente du M.L. tous les samedis, de 10 h à 12 h, aux Halles de Quimper. Vous pouvez à cette occasion rencontrer les militants.
- La liaison Bas-Rhin de la F.A. assure chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, la vente du M.L., ainsi que des brochures, livres, affiches, au restaurant universitaire Paul Appell à Strasbourg.
- La liaison Chartres de la FA vend le M.L. tous les samedis après-midi, de 15 h à 18 h, au centre-ville de Chartres (rue piétonne, en face du magasin Monoprix).
- Le groupe libertaire de Beauvais effectue une vente du M.L. le samedi matin, de 10 h à 12 h, sur le marché, place des Halles, à Beauvais.
- Le groupe de Rouen assure des ventes du ML les dimanches matin, de 10 h à 12 h, au marché de Sotteville, de 10 h 30 à 12 h au Clos-Saint-Marc, de 12 h à 13 h au R.U. du Panorama.
- Le groupe Région toulonnaise assure une vente du *Monde libertaire* ainsi que la tenue d'une table de presse les premiers et troisièmes dimanches matin de chaque mois au marché aux puces de Toulon (la Valette), ainsi que tous les vendredis de 12 h à 13 h 30 à l'université de Toulon-la-Garde (hall principal).
- La liaison F.A. de Béziers assure chaque vendredi, de 15 h à 18 h, la vente du ML ainsi que des brochures, livres, affiches... sur les allées Paul Riquet à Béziers.
- Vente du ML par le groupe d'Aubenas, lors de la table de presse, le samedi matin, de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas.
- Vente du ML à Chartres, le premier dimanche du mois sur le marché.
- Le groupe de Beauvais effectue une vente du ML le samedi matin de 10 h à 12 h sur le marché, place des Halles, à Beauvais.
- Les points de vente du groupe « Elisée Reclus » à Angers ont lieu : le lundi soir, à 18 h 45 au R.U. de Belle Beille ; le mercredi midi devant le lycée Chevrolier ; le vendredi soir à la permanence du groupe ; le samedi, à partir de 11 h, place Louis-Imbach, marché aux puces, devant l'annexe de la Bourse du travail (table de vente de livres en même temps).
- Le groupe anarchiste de Noyon assure ses ventes les samedis de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Noyon.
- Le groupe « Albert Camus » de Toulouse vend le ML tous les dimanches place Saint-Sernin, de 10 h 30 à 12 h.

Un moyen original de propagande en faveur de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste : le calendrier 1983 du *Monde libertaire* :



Un choix de douze premières pages du *Monde libertaire* et une couverture, éditées par le groupe Jacob de la FA sur papier glacé, format 30 x 40, en deux couleurs : noir et rouge. Prix : 20 F + frais de port : 5,80 F. Il est disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris-11^e.

COMMUNIQUÉS

- Une liaison vient d'être créée dans les Yvelines et plus précisément à Mantes-la-Ville. Tous les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I. Collages et ventes du ML régulièrement.
- A Argentan, le vendredi 10 décembre, de 18 h à 22 h, un événement sur Radio-Pays d'Argentan : deux heures pour l'anarchisme, avec la participation de Maurice Joyeux.
- Une liaison s'est créée sur Brunoy (91 - Essonne). Les libertaires de la région intéressés peuvent nous contacter par l'intermédiaire des R.I.
- Le groupe de Caen de la Fédération anarchiste appelle tous les sympathisants à le rejoindre dans le but d'intensifier la propagande des idées libertaires sur la région. On peut rencontrer les militants un jeudi sur deux à leur table de presse au R.U. B.
- Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se former à Quimper. Il invite les sympathisants de la région à le contacter par l'intermédiaire des RI, au 145, rue Amelot, Paris-11^e.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration
145, rue Amelot Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ARGENTAN

Le Cercle d'études libertaire argentanais de la FA organise, le samedi 11 décembre 1982, à 21 h, salle polyvalente du Stoc, une conférence-débat sur le thème suivant : *L'anarchie : une idée qui fait son chemin*. Avec la participation de Maurice Joyeux.

PARIS

Les groupes Louise-Michel et Eugène-Varlin organisent une réunion publique sur le thème suivant : *La gauche a promis...* Les anarchistes proposent, le mardi 14 décembre à 20 h, au 72, avenue Félix-Faure, Paris-15^e, métro : Boucicaut.

MONTREUIL

Dimanche 12 décembre, de 18 h à 22 h, à la Maison ouverte, 17, rue Hoche (m^e Mairie de Montreuil, sortie av. Pasteur), le groupe de Montreuil-Rosny de la FA organise la fête du *Riflard*, avec une allocution d'un militant de ce groupe sur la situation actuelle, et notamment locale, et avec la participation des chanteurs Serge Utge-Roy, Louis Capart (sous réserve) et Daniel Vaché.

ORSAY

Le groupe d'Orsay-Bures organise le samedi 18 décembre, à la MJC d'Orsay un débat sur les réalisations autogestionnaires d'Espagne en 1936-1939. Ce débat sera précédé du montage audio-visuel *Espagne libertaire, 1936-1939*. A 20 h 30.

BREST

Le groupe « Les temps nouveaux » de Brest organise, le mercredi 15 décembre, au Centre social de Pen Ar Creagh, à 21 h, une réunion publique sur le thème : *L'anarchisme, une alternative de société*. Il invite tous les gens intéressés par le projet anarchiste de changement social à venir en discuter.

SEBASTIEN FAURE

LA LIBERTE



La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste a réédité *La Liberté de Sébastien Faure*. Cette brochure est en vente à Publico au prix de 9 F l'unité.



Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tel. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N Rue

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Reglement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

• Pascal Dubois, objecteur-insoumis, dont le jugement était en délibéré pour le 1^{er} décembre, a eu trois mois de prison avec sursis pour avoir refusé de rejoindre son affectation.

• Une réunion-débat au sujet du Coral aura lieu le 20 décembre, à 20 h 30, au 7, rue du Muguet à Bordeaux.

• La section du Rhône de la Ligue nationale pour la liberté des vaccinations tient des réunions à 20 h 30, à la Maison des associations, au 46, cours de la République, 69100 Villeurbanne. Prochaine réunion, le lundi 20 décembre 1982.

• Les élèves-instituteurs de deuxième année de formation professionnelle de l'école normale du Puy-de-Dôme sont en grève illimitée depuis le jeudi 25 novembre à 8 h. La grève est suivie à 85%. Leurs revendications portent sur la formation générale qu'ils considèrent inadéquate à la finalité professionnelle. Des négociations sont en cours. C'est la première grève dans le secteur Education nationale du Puy-de-Dôme depuis le 10 mai 1981. Grève à l'initiative des intéressés eux-mêmes et non à l'initiative des syndicats SNI-PEGC et SGEN-CFDT qui n'ont pas pris position.

• Le prix de l'Union rationaliste a été décerné pour l'année 1982 à Vercors pour l'ensemble de son œuvre.

• AIDA, l'Association internationale de défense des artistes, luttant pour aider les artistes victimes de la répression dans le monde, appelle les artistes à jouer ou à exposer pour le bénéfice de tous ceux qui, dans leur pays, ne peuvent pas le faire librement. Renseignements : 6, rue de l'Eure, Paris-14^e.

• Amnesty international lance un appel à Hadj Omer Bongo du Gabon, lui demandant la libération immédiate de vingt-neuf personnes condamnées à des peines allant jusqu'à vingt ans de travaux forcés, pour avoir osé manifester pacifiquement dans la rue leur opposition au gouvernement.

• Les lendemains de fête qui déchantent. L'interruption volontaire de grossesse remboursé jusqu'à 70%.

• Mass Media, mensuel de philosophie athée, est paru. Dans le numéro de décembre : poésie, histoire, commentaires d'actualité, etc. Renseignements : 34, rue Jules Amilheu, 31000 Toulouse.

• Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement est une brochure faite par le COT (Collectif d'objecteurs tarnais). C'est un travail effectué par des militants antimilitaristes sur la symbiose armée/école. Le tome 2 est paru. COT : BP 229, 81002 Albi Cedex.

• Le militant antinucléaire Henri Maté a disparu depuis le 11 novembre 1982. Ses amis de la Coordination antinucléaire de Golfech craignent qu'il s'agisse d'un enlèvement. Pour tout renseignement, contactez le Coordination antinucléaire au 16 (63) 94.82.03.

ESPAGNE 36

Le mercredi 1^{er} décembre, la commission « Vie universitaire » de la fac d'Angers et le groupe F.A. d'Angers organisaient une soirée autour du thème *Espagne 36 : une révolution libertaire*.

Plus de cent cinquante personnes assistèrent à la projection du désormais classique montage audio-visuel *Espagne 36*, que nous avions déjà projeté en avril dernier.

Un débat animé avec l'aide d'un camarade de la CNT française permit au public de donner ses impressions et de poser de multiples questions.

Après une courte passe d'armes entre nous et deux mili-

tants communistes et trotskystes, les questions du public s'orientèrent surtout sur l'histoire de la CNT, les déchirements au sein du camp républicain, les fonctionnements des diverses collectivisations et socialisations, l'impact et la réorganisation de la CNT aujourd'hui après la mort de Franco. C'est un impératif d'histoire qui devait clore ce débat. Un public nombreux, donc qui s'il n'était bien sûr pas uniquement constitué de sympathisants, a pu découvrir un visage caché, volontairement occulté de l'anarchisme : la construction d'un monde différé.

Groupe d'Angers



Des transports libres et gratuits pour tous

Le 26 novembre, à Bondy, le groupe Sevrans-Bondy organisait une réunion d'information sur la gratuité des transports en commun. Pour ce faire, il avait invité l'association TGV (Transport gratuit des voyageurs), bien connue des auditeurs de Radio-Libertaire.

Les quelques personnes qui ont jugé bon de sacrifier le match de tennis ce soir-là ont pu juger du caractère libertaire de cette lutte pour la gratuité. L'étude économique rigoureuse qui sous-tend cette revendication s'appuie sur des bases solides et incontestables. Sur le plan économique, la démonstration est faite que la gratuité est non seulement possible, mais qu'elle éviterait à la collectivité des dépenses qui se chiffrent en milliards de francs. Le « tarif zéro » s'impose donc avec la force d'une évidence.

Très vite, il est apparu que cette gratuité est incompatible avec la forme d'économie que

nous subissons. Cette société d'économie marchande où l'automobile a longtemps été l'un des moteurs les plus puissants ne tolérera pas indéfiniment la remise en cause de ses assises. Tolérance d'autant plus restreinte que cette gratuité des transports s'allie parfaitement avec d'autres luttes partielles telles que le refus de payer son loyer, ses impôts, sa facture EDF, etc.

Mais l'intérêt réside dans le regroupement et la globalisation de tous ces fronts du refus social. Si chaque lutte, en elle-même, est impuissante à modifier la situation en profondeur, leur fédération, avec pour objectif la construction d'une société libertaire, constitue par contre un levier efficace. L'insertion des anarchistes dans le quotidien est une question qui n'a pas lieu d'être ; ils sont bien sûr totalement immergés, et c'est ce qui fait leur force. Cette réunion d'information en est un exemple supplémentaire.

Groupe Sevrans-Bondy



Editorial

Le week-end dernier, à Pont-à-Mousson, Mauroy déclarait : « Ils sont nombreux, les gagnants du changement. » En toute quiétude, car la force publique, forte de la leçon de Denain, avait parqué au loin les manifestants sidérurgistes.

« Qui étaient ces gagnants », se demandaient les sidérurgistes dont les entreprises débauchent et ferment.

Cette question, d'autres doivent se la poser, ne serait-ce que les grévistes de Radio-France qui avaient tenté d'utiliser leur outil de travail pour faire entendre leur voix. Action des plus normales, aux yeux des anarchistes, partisans de la grève gestionnaire expropriatrice.

A l'occasion de ce conflit, les grands mots d'attente à la démocratie, les appels à la responsabilité ont retenti.

Les travailleurs en lutte étaient habitués à se voir fustiger par les politiciens de droite, défenseurs de la liberté... d'exploitation. Aujourd'hui, pour atteindre le même but, briser toute lutte émancipatrice, les politiciens de gauche parlent d'intérêt général, de bien commun, de civisme et, suprême argument, du retour catastrophique de la droite. Marchais le dit bien : il ne faut pas oublier que les travailleurs ont en face d'eux un gouvernement de gauche, alors qu'hier ils avaient un gouvernement de droite qui approuvait la politique du patronat.

Mais qui crée le fichier antiterroriste, qui couvre les bavures de la police et de l'auto-défense, qui signe la convention armée-éducation, qui réduit les prestations des chômeurs et des préretraités, qui laisse les milices patronales défenestrer un gréviste comme à Chambéry ? Arrêtons là les frais ! Aujourd'hui, le patronat n'approuve-t-il pas la politique du gouvernement de gauche, faite de rigueur et de mépris des travailleurs ?

C'est l'attitude logique de tout gouvernement ; celle des exploités est de se défendre de ceux qui, protestant contre les atteintes au droit de grève en Pologne, sont prêts ici à le freiner, à le réglementer, à l'interdire de fait.

UN SOUTIEN : L'ABONNEMENT

PRUD'HOMMES : NON !

POURQUOI avons-nous boycotté les élections prud'homales ? Parce que ces élections, celles-là comme toutes les autres, entraînent l'implantation des méthodes parlementaires bourgeoises dans le monde du travail et cela en vue de faire des individus des rouages d'un système se perpétuant malgré les hypothétiques et dérisoires changements de sommet.

Parce que c'est renforcer l'illusion que constitue toute délégation de pouvoir sans contrôle, ce qui a pour conséquence d'écartier le travailleur de sa seule et véritable amie : l'action directe.

Du temps de Giscard et compagnie, la simple annonce de régression sociale : blocage des salaires, perte du pouvoir d'achat etc. aurait soulevé un tollé général. Comment se fait-il qu'aujourd'hui rien ne bouge ? Suffirait-il que certains se proclament de gauche pour qu'ils puissent nous faire accepter ce que la droite n'a même pas osé faire ?

Rien ne bouge parce qu'en premier lieu trop de gens ont fait et font encore confiance aux promesses électorales, aux étiquettes ou en des formes aberrantes de syndicalisme, syndicalismes réformistes, de collaboration, qui ne sont plus faits pour la lutte contre l'exploitation, mais qui représentent aujourd'hui des rouages indispensables gommant les excès les plus criards de ce même système capitaliste.

En appelant au boycott des élections prud'homales, notre démarche ne signifie pas pour autant que nous dédaignons l'aspect d'assistance juridique que constitue les prud'hommes. Car nous sommes partisans de sauvegarder les avantages acquis que patronat et Etat s'ingénient à restreindre et à faire disparaître, mais nous, anarchistes, tout en nous battant pour en arracher de nouveaux. Nous témoignons d'une volonté d'un syndicalisme combattif, indépendant de tout parti et de tout pouvoir : l'anarcho-syndicalisme.

Mais, lucides dans nos argumentations et dans notre pratique, nous notons que le Code du travail ainsi que les conventions collectives sous-entendent l'acceptation d'une « justice » capitaliste dont l'unique tâche est de perpétuer le système d'exploitation de l'homme par l'homme et, de ce fait, nous ne pouvons en admettre le recours que de manière uniquement tactique.

Car si nous nous battons, c'est aussi et surtout pour abolir de fond en comble ce système d'oppression et d'exploitation tout en œuvrant pour l'avènement d'une société authentiquement autogestionnaire, c'est-à-dire libre et égalitaire.

Groupe d'Agen

Prud'hommes : pour et contre La métallurgie et la gauche

On peut dire qu'il n'aura pas besoin demain des prud'hommes pour se garantir des abus de son employeur ? Devions-nous défendre ou condamner cette juridiction qui nous intéresse tant par son domaine d'application que par sa composition ? Devions-nous participer à l'élection de nos conseillers prud'homaux ou au contraire boycotter cette élection ?

Tout d'abord, tenons compte du sentiment de révolte de tout individu qui refuse à quiconque le droit de le juger, pour l'écartier immédiatement. Une objection aussi absolue rend le débat inutile et se heurte à un autre absolu : le fait sociétal implique les conflits et rend inévitable leur résolution.

Mais quittons l'abstraction théorique pour examiner les problèmes concrets que posent les prud'hommes.

Nous sommes dans une société de classes et nous sommes en lutte pour leur abolition. Les prud'hommes ne sont pas un moyen de lutte, mais un aménagement du système d'exploitation. Remarquons qu'ils ne sont pas eux-mêmes l'exploitation et que plus de 99% des plaintes déposées dans les conseils ne sont par des salariés contre des employeurs. 55%

de ces plaintes aboutissent à la réparation d'intérêts de travailleurs lésés, et comme le font remarquer les syndicats, ce sont des milliards de francs qui, par ce moyen, sont récupérés au patronat. En serait-il de même avec des magistrats fonctionnaires dépendant de leur hiérarchie ?

Le conseil des prud'hommes est d'un abord facile au travailleur, simplement parce qu'il est composé pour moitié par des travailleurs en activité que l'on côtoie dans les lieux de travail, dans les syndicats et qui ont les mêmes intérêts de classe à défendre. Le principe de la parité nous semble une bonne chose qui doit continuer à être défendue aujourd'hui. On pourra toujours nous opposer une raison morale inspirée de la solidarité : « Un travailleur ne doit pas en juger un autre ! » Mais alors qui juge ? Un magistrat, un flic. Bien sûr, il ne faudrait plus de jugement, plus de conflit, mais restons sur terre. Avant de prononcer un avis définitif d'après des principes révolutionnaires, certes, mais qui ne prennent pas en compte la réalité vécue dans les entreprises et la revendication quotidienne, il convient de s'interroger sur notre capacité à transformer les choses. Sans nos compagnons de tra-

vail, nous n'y parviendrons pas et nous pensons avoir le devoir et le besoin de participer aux améliorations de nos conditions de vie jusqu'à la rupture du système d'exploitation. En préparation de cette rupture, nous ne pouvons nous contenter de bons conseils et négliger un acquis qui demande à être défendu. Doit-on ignorer ce qui constitue un progrès dans nos conditions d'existence ?

Encore une fois, les prud'hommes ne sont pas un moyen de lutte, c'est un moindre mal dont on se passe si le problème peut être résolu par un rapport de forces favorable aux travailleurs. Mais en attendant et en préparant la grève générale gestionnaire et expropriatrice, devons-nous négliger et rejeter tous les compromis passés dans le cadre du système capitaliste : conventions collectives, sécurité sociale, allocations chômage, retraite ?... Se placer en dehors des contraintes actuelles, des cas précis et concrets qu'elles engendrent, et laisser nos compagnons de travail se débrouiller des problèmes nés de l'exploitation et à résoudre immédiatement, n'est pas, à notre sens, une attitude conséquente.

Le conseiller prud'homme est-il donc un bourreau, un juge, un défenseur ? Tout dépend de notre vigilance. La force collective organisée dans les syndicats exerce un contrôle sur l'institution en formant ses candidats et il ne tient qu'à nous qu'un conseiller salarié soit le défenseur de ses compagnons de travail et non un bon juge d'après le code d'une justice de classe ou d'une justice mythique (pour nous, il n'y a pas de justice tant qu'il n'y a pas d'égalité économique, mais en attendant, nous vivons de compromis).

Nous avons dit dans le précédent numéro du *Monde libertaire* le caractère néfaste de la campagne électorale et la démagogie qu'elle entraîne ; là encore ne devons-nous pas nous battre pour une information plus grande sur les prud'hommes, leur rôle et l'attitude de chaque confédération, de chaque élu ?

C'est en participant aux revendications, aux luttes réformistes, à la défense de nos avantages acquis, dans ce système de société, avec les autres travailleurs, que nous remplirons pleinement notre rôle révolutionnaire. Il n'y a pas de révolution sans les « masses », et comme nous le montre Reclus dans un livre, *Evolution, Révolution*, il n'y a pas de révolution sans évolution. La réalisation de l'idéal ne peut se faire que par la connaissance de la société ambiante que l'on fait évoluer de manière consciente et active jusqu'à la rupture nécessaire aux transformations radicales qu'impose l'anarchie.

Ce n'est pas le rôle des organisations révolutionnaires d'entrer dans la campagne des prud'hommes, mais le rôle des militants est de participer à la défense des exploités. Cela veut dire qu'il faut concilier lutte réformiste et perspective révolutionnaire selon un dosage subtil et difficile. Il faut être présent et actif pour être crédible, pratique et critique.

Groupe Malatesta

Les prud'hommes

DANS le précédent numéro du *Monde libertaire*, nous avons vu quelles étaient les compétences de la procédure à suivre face à un problème relevant de la juridiction prud'homale. Pour compléter cette information, sachons que pour saisir le conseil des prud'hommes, on peut soit se présenter volontairement avec son employeur devant le bureau de conciliation, soit, ce qui est le cas général, faire une demande par lettre recommandée adressée au secrétariat du conseil de prud'hommes de son département ou formuler sur place à ce même secrétariat sa demande. Dans tous les cas, on doit remplir un imprimé type délivré par le secrétariat qui, en contre partie, vous remet un récépissé.

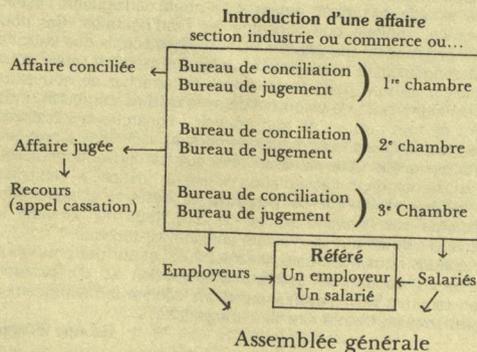
Généralement, dans un délai d'une quinzaine de jours, on reçoit une convocation en conciliation. Le fait de porter plainte, si la demande est recevable, entraîne l'ouverture d'un dossier d'affaire et l'interruption de la prescription si l'instance aboutit à un jugement de fond. Ce n'est qu'après la procédure de conciliation, où l'on peut se faire représenter, que l'affaire est jugée.

Le bureau de conciliation est composé d'un prud'homme salarié et d'un prud'homme employeur et présidé alternativement par l'un ou par l'autre.

Le conseil, ou les chambres de ce conseil (car il peut être divisé en chambres selon son importance), est composé d'au moins quatre salariés et de quatre employeurs. Il existe un conseil par section d'industrie, de commerce, d'agriculture, d'encadrement et d'activités diverses.

Les bureaux de jugement de ces conseils qui, après échec de la conciliation, statuent sur chaque affaire, ont un nombre égal d'employeurs et de salariés, quatre au moins, y compris le président et le vice-président siégeant alternativement. Présidents et vice-présidents n'appartiennent pas au même collège. Ils sont élus pour une année par les conseillers prud'homaux et sont rééligibles sous la condition d'alternance.

Groupe Malatesta



UN ministre socialiste conspué par les sidérurgistes de Denain, au-delà du côté spectaculaire (« Mauroy trahison, Mauroy au chômage »), ravive un problème de fond : la restructuration de la sidérurgie française. Cet héritage du règne de Barre-Giscard que le gouvernement actuel essaye de gérer sans trop de heurts...

Revenons un peu en arrière, en 1977. C'est l'année qui voit le début de la restructuration de la sidérurgie, appelée autrement plan acier. Ce « plan » touchait directement le trust Usinor, menaçant les usines de Thionville, Louvrail et Trith-Saint-Léger. On peut avancer aujourd'hui qu'il n'y avait pas beaucoup de réflexion collective à cette époque au niveau syndical, chacun espérant passer au travers des mailles du filet (au contraire d'aujourd'hui à Denain, à la Chiers, ou il y a quelque temps à Longwy). La situation n'était pas non plus aussi aigue qu'aujourd'hui. En 1977, les travailleurs avaient la garantie d'un reclassement dans la sidérurgie. Il y avait aussi un contexte électoral où la CGT disait : « Une seule solution : nationaliser », ce qui, c'est le moins qu'on puisse dire, ne constituait pas forcément une perspective de lutte...

Du côté de la CFDT (encore un peu sous le coup de l'« état de grâce » de l'après 68), on organise des intertrusts avec des représentants des sections de Denain, Longwy, Sedan, Montataire, Thionville, Trith-Saint-Léger et Dunkerque. Dans ces réunions, l'information circulait, mais cela se limitait surtout à la communication réciproque des tracts. Pas beaucoup de débats de fond sur la restructuration ni sur les positions de la Fédération de la métallurgie CFDT. Si la CGT mettait tout sous espoir dans l'étatisation des moyens de production, la CFDT proposait un contre-plan qui comportait aussi des licenciements...

(En fait, le problème qui s'esquissait il y a quelques années, se pose aujourd'hui avec acuité : le syndicalisme perd sa fonction initiale de défense des travailleurs et devient une sorte de régulateur de la gestion capitaliste).

En 1979, l'annonce de la fermeture des usines de Denain et de Longwy provoqua de nombreuses réactions, surtout, bien sûr, dans le bassin lorrain. On a encore en tête les unes des journaux où la croix de Lorraine tricolore voisinait l'image du sidérurgiste qui demandait à la France de ne pas laisser tomber une fois de plus le pays lorrain ! Ceci juste pour montrer que déjà l'idée de « production nationale » avait sa place sur le haut du pavé, car il y avait aussi la radio « Lorraine cœur d'acier », et les actions de type « coup de poing », surtout à Longwy.

Déjà, comme aujourd'hui à Vireux, la presse s'ingéniait à monter en épingle les éléments syndicalistes « incontrôlés » qui préféreraient la violence aux discussions autour des tapis verts.

Toutes ces ripostes au plan patronal eurent leur summum avec la manifestation des sidérurgistes à Paris, le 23 mars 1979. Depuis, les choses n'évolueront pas en faveur des travailleurs. Que ce soit la CGT, FO ou la CFDT, il n'y a pas eu un véritable débat de fond sur les pro-

blèmes de la sidérurgie, c'est-à-dire :

- qu'est-ce que la restructuration ?
- quelle stratégie adopter face à cette restructuration ?
- quelle place faire aux négociations ?

- est-ce que discuter d'un plan industriel entre états-majors patronaux et syndicaux n'est pas de la cogestion ? N'est-ce pas accepter de fait le démantèlement de la sidérurgie ?

Beaucoup de questions qui sont restées sans réponse par les adhérents de base des syndicats. La restructuration étant acceptée comme une fatalité, en espérant que, telle la foudre, les licenciements tombent sur le voisin. Pour les enrégés du parlementarisme, la venue d'un gouvernement de gauche au pouvoir pouvait leur faire espérer un changement. Mais le gouvernement actuel, comme le précédent, participe aux mêmes réunions de bradage des bassins français (avec entre autres le sieur Davignon de la Seca) qui conduisent à des milliers de licenciements.

C'est la logique capitaliste reprise par le gouvernement. Les secteurs qui ne sont pas assez rentables doivent être liquidés. L'exemple le plus frappant est celui de Vireux : c'est le même patron qui tenait la Chiers qui réinvestit dans la centrale nucléaire ! On pourrait croire que les licenciements n'atteignent que les vieux bassins miniers, mais, par exemple, trois mille licenciements seraient prévus à Usinor-Dunkerque. Dans cette usine a même été instauré un pointage spécial, dit « b », pour les travailleurs jugés inutiles à la production !

Sidérurgistes et forces de l'ordre continuent à régulièrement s'opposer à Vireux-Molhain. Le capitalisme ayant fait ses comptes veut investir autre part que dans la sidérurgie. Le gouvernement ne s'y oppose pas, se contentant de déplorer les licenciements. Le problème le plus grave, pour nous anarcho-syndicalistes, c'est que les syndicats dits « majoritaires », à part quelques escarmouches (la bride sur le coup pour les basistes impénitents ?) semblent embêter le pas, se sentant partie prenante de l'effort national de production...

Du contre-plan industriel de la CFDT en 1977 aux « propositions syndicales » de licenciements qui se profilent aujourd'hui, il y a un fil conducteur. On comprend alors parfaitement le sens de l'exclusion de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque (devenue, après les avatars de la CGT, le SLT) ; ceux qui ne s'inscrivaient pas dans la logique capitaliste des bénéfices devaient être mis à l'écart ! Directions syndicales et gouvernement jouent avec le feu et voudraient nous voir entrer dans leur jeu. Pour nous, anarcho-syndicalistes, les choses sont claires : nous ne sommes pas sur le même bateau. Nous ne nous sentons pas partie prenante d'une entité appelée France dont on voudrait la production compétitive ! La lutte de classes existe et les travailleurs trouveront la voie vers le socialisme réel en s'organisant sur la base de leurs propres intérêts et pas en s'inscrivant dans la logique du capitalisme, fût-il d'Etat.

Jean-Pierre GERMAIN



Merci patron !...

OUVRIERS, monde du travail, masses laborieuses, prolétariat... Appelez « ça » comme vous voudrez. L'essentiel reste que « ça » serve d'alibi, voire de monnaie d'échange entre pouvoir et patronat. Et comme le patronat n'est pas satisfait de ce que lui a accordé le pouvoir socialiste, il le dit. Au moment où les murs crient les vertus du dernier soutien-gorge et du futur candidat aux municipales, le patronat varois a décidé de « dire toute la vérité ». Lui aussi par voix d'affiches.

Cette « vérité » s'adresse « aux salariés, aux pouvoirs publics et aux chefs d'entreprise ». Voilà une bonne chose. De l'information en quelque sorte.

La campagne d'affichage orchestrée par l'Union varoise du patronat (l'une des plus riches de France) a été programmée pour toute la durée du mois de novembre. Moyens : près de deux mille affiches de quatre mètres sur trois apposées sur les principaux murs du Var. Pour ne pas se lasser, les patrons ont choisi de procéder par crescendo en présentant six types d'affiches traitant de « thèmes » différents. Et chaque semaine, une nouvelle « tournée » de « vérités », à raison de trois cents nouvelles affiches. « Le salarié bénéficie des résultats de son entreprise. Alors pourquoi ? » Déjà, les petits malins voyaient sous cette première affiche la patte de Delors, d'Auroux ou de quelque autre loufiat de Sa Majesté François le Rose. Pas du tout ! La seconde vague d'affiches portait une signature, celle de l'Union varoise du patronat. Ça devenait d'ailleurs parfaitement inutile, tant la charge était délicate, le prétexte suave et le propos distingué.

Hormis la première et la dernière affiche de la série patronale, les autres font montre d'un dépouillement superbe. Seule éclate sur le papier une usine stylisée dont les usages et les transformations sont multiples. « Impôts et charges... Arrêtons d'enfoncer nos entreprises », supplient les patrons, exhibant une usine sombrant dans la paperasse. « Politisation du dialogue... » « Un frein pour nos entreprises. » Et ce damné ouvrier écrase de son pied une toiture. C'est à pleurer tant le symbole est émouvant.

Mais il y a pire encore... « Absentéisme et combine » sont dénoncés par les patrons qui savent de quoi ils parlent ! Mais il est à supposer que c'est un ouvrier qui se prélassait sur les toits de l'usine, une cigarette au bec. Il est en maillot, cet ouvrier irrespectueux des saintes lois de la hiérarchie et du travail !

Alors, rien ne va plus... Resaisissons-nous. Les patrons exhortent les ouvriers à combattre la « démotivation ». Pédalons ensemble... L'usine transformée en tandem devient le moteur de l'économie. A l'avant, un cadre en complet-veston mène le vélo, avec la même ardeur que l'ouvrier en salopette qui occupe la selle arrière. L'affiche est certainement trop petite pour que l'on puisse voir les patrons varois. Mais on peut les imaginer en hâillons et sébiles allant sur les chemins de la pauvreté. A moins que ça ne soit une voie élyséenne. Quelle que soit la route, elle est celle de l'abnégation et du don de soi.

Alors, pour ces patrons qui font contre bonne fortune mauvais cœur... un geste : envoyez vos dons à l'Union patronale du Var ou à M. Delors qui fera suivre.

Jean Floriana



L'exploitation dans les restaurants grecs

— **Monde libertaire** : Démosthène, tu travailles dans un restaurant grec parisien. Peux-tu nous dire combien Paris compte de restaurants de ce type et où sont-ils situés ?

— **Démosthène** : Il y en a à peu près deux cents. La plupart d'entre eux se trouve au Quartier latin, dans la rue Mouffetard et aux alentours de la place Saint-Michel.

— **M.L.** : Il y a eu une expansion rapide de ce secteur. Peux-tu l'expliquer ?

— **D.** : L'explication de ce phénomène repose sur trois points : a) il y a d'abord l'effet touristique produit par la Grèce sur la France et les pays européens en général. Une grande majorité de Français ont au moins une fois dans leur vie visité la Grèce. Dans les restaurants grecs parisiens, ils essayent de retrouver la même hospitalité, la même chaleur et en général tout ce qui peut rappeler la Grèce moderne ;

b) les restaurants grecs ont su profiter de vagues d'émigration en provenance de la Grèce et de l'Afrique du Nord, le Maghreb en particulier. Cette main-d'œuvre, abondante et bon marché, mise à l'écart du circuit habituel, est insaisissable par les lois sociales françaises. Elle est de ce fait une bonne proie pour les patrons. Dès le début, et cela n'a guère changé, cette main-d'œuvre recevait entre soixante et cent francs par jour pour une quinzaine d'heures de travail ; c) la qualité de la nourriture est si mauvaise que le bénéfice effectif sur la différence entre le prix d'achat et le prix de vente est énorme. Par ailleurs, ces patrons ont su faire bon ménage avec les administrations compétentes ; ils sont toujours prévenus quand il y a une visite de l'inspection hygiénique ou du travail.

— **M.L.** : On dit qu'il y a souvent une pratique de terreur exercée sur le personnel. Peux-tu étayer cette information ?

— **D.** : Elle est exacte, et il y a deux niveaux dans cette sorte de terrorisme : l'un latent, l'autre manifeste. Le terrorisme latent consiste à faire comprendre au pauvre travailleur grec ou maghrébin qu'il risque de perdre son emploi, et à la suite de la moindre protestation, qu'il ne pourra jamais trouver de travail ailleurs, car la complicité des patrons grecs est telle que, sorti du restaurant, le travailleur devra chercher un emploi dans un autre secteur. Pour que cela soit plus efficace, les patrons grecs se réunissent et se concertent. Quant au terrorisme manifeste, il s'exerce sous forme de menaces explicites, d'agressions et d'humiliations, surtout pour les femmes. J'ai été moi-même victime de ce genre de pratiques.

— **M.L.** : Pour en revenir au problème de l'émigration, de quelle façon est-elle liée à l'expansion spectaculaire de ce secteur ?

— **D.** : Il y a à ma connaissance deux vagues d'émigration : celle des années 60 et celle des

années 70. Les émigrés des années 60 sont venus en France grâce à l'accord du patronat et de l'Etat français. Au début, ces gens travaillaient dans les usines et les entreprises françaises, puis, petit à petit, ces travailleurs ont été absorbés par les entreprises et surtout les restaurants grecs. La deuxième vague a été stoppée officiellement par la loi de 74 qui interdit l'installation des étrangers en France, en qualité de travailleurs. C'est à ce moment-là que le travail au noir s'est installé dans les restaurants grecs. Les travailleurs, de leur côté, pouvaient survivre à Paris et les patrons pouvaient posséder une masse salariale que les capitalistes du siècle dernier auraient aimé avoir. L'exploitation est terrible. Un serveur clandestin, au lieu de toucher 15% du prix qui figure sur la facture du client, touche un forfait qui varie selon l'humeur du patron.

— **M.L.** : On peut rêver, mais les patrons grecs proposent-ils une structure d'accueil à ces travailleurs émigrés ?

— **D.** : Naturellement, pareille structure n'existe pas ni de la part des patrons grecs ni de la part des autorités françaises ; en

tels. Pour la police française ils n'existaient pas, ils étaient introuvables, même s'ils faisaient tous les soirs du racolage auprès des passants du quartier Saint-Michel, flics compris. Ces Grecs-là étaient tolérés comme on tolère toujours l'existence d'un esclave qui veut bien le rester. Après le 10 mai, le changement d'équipe politique n'a rien changé pour ces gens-là. Ils sont reconnus comme travailleurs, quel changement ! Ils pourront enfin cotiser à la Sécurité sociale bien déficitaire, payer des impôts, mais dans le monde du travail tout est aussi noir qu'à l'époque où le travail l'était officiellement. Les patrons continuent à faire subir un horaire de travail de quinze heures journalières pour une rémunération inférieure au SMIC. Parfois même le salaire est proportionnel à la différence qu'il y a entre les recettes prévisionnelles et effectives du mois. Si les recettes diminuent, le salaire va de même.

— **M.L.** : Les travailleurs grecs sont-ils organisés ?

— **D.** : Non, il n'y a pas d'organisation qui représente les



travailleurs grecs. L'Association des travailleurs grecs est ouvertement dirigée par les patrons. Tout d'abord, les travailleurs étrangers n'ont pas les moyens de se faire entendre et beaucoup se comportent comme s'ils avaient le désir de devenir eux-mêmes patrons. Ceux-là veulent passer du bon côté de la légalité.

— **M.L.** : Y a-t-il un contrôle hygiénique et fiscal efficace de la part des autorités françaises ?

— **D.** : Pas à ma connaissance. Ces patrons ont des relations partout.

— **M.L.** : Justement, quelles sont leurs amitiés politiques ?

— **D.** : La grande majorité d'entre eux est de gauche, que ce soit la gauche française ou grecque, mais ils gardent le portefeuille à droite.

— **M.L.** : Y a-t-il une solution du point de vue des travailleurs ? Que proposes-tu ?

— **D.** : Je ne suis pas en mesure de proposer quoi que ce soit. Je ne fais que raconter une situation, une exploitation qui a lieu à deux pas de la Sorbonne, là où on examine par le petit bout de la lognette les problèmes de la misère tiers-mondiste.

Propos recueillis par le groupe du Marais de la F.A.

Revoilà les artistes politicards



Le salon de la Jeune Peinture-Jeune Expression (JP-JE) ouvre ses portes le 18 décembre au Grand Palais. Avant même qu'il les ouvre, nous savons tous que ce salon est un scandale.

Un scandale pour plusieurs raisons. Un scandale, bien sûr, parce qu'il est manipulé par le PCI et qu'il ne l'avoue pas, comme je l'ai expliqué dans un précédent *Monde libertaire* (1). Mais surtout un scandale parce qu'il est le salon le plus cher de Paris, et de loin (500 F d'inscription pour deux œuvres).

Un scandale parce que sur ces 500 F, il est prélevé d'office une cotisation de 50 F pour l'UNAP (2), une autre organisation manipulée par le PCI. Cela augmente d'autant la cotisation au salon et fait adhérer d'office le participant à une organisation qu'il ne connaît pas.

Un scandale parce que cette cotisation à l'UNAP n'est pas spécifiée dans le dépliant-bulletin d'adhésion de participation et que les nouveaux adhérents n'en sont pas informés (la dernière information sur cette adhésion obligatoire à l'UNAP remonte à une circulaire interne de juin 82).

Un scandale parce que la seule justification du montant de la participation au salon est la parution d'une photographie ou d'un texte de vingt lignes au choix, ce qui s'apparente à une

vente forcée.

Un scandale parce que, alors que les organisateurs de la JP-JE ont toujours fait de grandes déclarations sur l'ouverture et la liberté de participation au salon, il limite aujourd'hui le nombre de participants, ce qui crée une sélection arbitraire et contribue au prix élevé de l'inscription.

Un scandale parce que la JP-JE, manipulée par les trotskistes, invite cinquante artistes polonais en signe de soutien à des luttes semblables à d'autres que, à travers l'histoire, ces mêmes trotskistes ont noyé dans le sang (cf. l'écrasement de la Commune de Kronstadt et celui de l'Ukraine libre par le boucher Trotsky). Ces gens-là ne supportent pas la liberté quand ils ont le pouvoir.

Mais surtout, un scandale par la façon dont cette année a été renouvelé le comité de la JP-JE. Comité de vingt-quatre membres renouvelables par tiers tous les ans ; cette année, il y avait donc huit membres à renouveler. Il n'a été présenté aux adhérents, pour élire de nouveaux membres du comité, en tout et pour tout qu'une liste de huit personnes. Ce qui fait que les adhérents n'ont pas le choix. De plus, sur ces huit personnes, il y a, à ma connaissance, au moins quatre membres du PCI, à savoir le président sortant, le vice-président sortant, le secrétaire

général sortant et un autre membre sortant du comité. Après cela, la JP-JE n'est pas manipulée par le PCI !

Ce qu'il faut savoir, c'est que ces mêmes artistes, ces mêmes noms qui manipulent la JP-JE manipulent également, avec d'autres artistes membres du PCI, le SNPGS (3), comme je l'ai déjà écrit (1).

Ce SNPGS fait beaucoup parler de lui. Il informe les artistes, il conteste le pouvoir et les diverses institutions, mais il se garde bien de les renverser, parce que les trotskistes, qui tirent les ficelles du SNPGS, espèrent un jour avoir le pouvoir. Alors ils se servent de ces institutions et ils feront comme les autres, peut-être pire.

Il suffit de voir leur manière d'agir quand ils ont le pouvoir comme à la JP-JE : ils pressurent (500 F de cotisation), ils magouillent (50 F pour l'UNAP) et ils nous inventent des élections comme les pires « dictatures démocratiques », d'Amérique du Sud.

Servin (plasticien)

(1) Voir *M.L.* du 28 novembre.
(2) UNAP : Union nationale des artistes plasticiens.

(3) SNPGS : Syndicat national des peintres graveurs sculpteurs.

Dans mon article du 28 novembre, j'avais oublié d'expliquer le sigle du CRESSAP. Il s'agit du Centre de recherches et d'études sociales et syndicales des artistes plasticiens.

Sexisme

et manuels scolaires

Il y a quelques semaines, un rapport a été remis au ministère de l'Éducation et à celui des Droits de la femme (rapport élaboré sur la demande du ministère par Louise Sauvageot), concernant le sexisme dans les manuels scolaires. Louise Sauvageot, IDEN (Inspectrice de l'enseignement primaire) à Nantes et directrice-adjointe, il y a quelques temps, de l'école normale d'Angers, a ainsi répertorié et passé au crible l'ensemble des manuels scolaires du primaire, et plus précisément ceux du cours préparatoire, démontrant, au travers de cette étude, le support de l'idéologie dominante sexiste que constituent les premières leçons de lecture, véhiculées par *L'Aube de l'école* et autres *Rémi et Colette*...

Les rapports de couple, décrits dans ces leçons, reflètent la triste réalité qui se perpétue ainsi parfaitement à travers cette transmission de schémas préétablis dans la tête de l'enfant : le père qui travaille ou fume la pipe en lisant son journal ; la mère qui fait la vaisselle ou qui tricote tandis que la fille joue à la poupée et le garçon à la guerre. On n'y montre jamais, bien sûr, les découvertes et jeux sexuels de l'enfant ou bien le père bossant à l'usine, ou bien la mère. La réalité sexuelle de l'enfant, le travail des parents à l'atelier, autant de réalités étrangères aux pédagogues du manuel scolaire.

Aux textes gnian-gnian du CP s'ajoutent au fil des ans les histoires sans queue ni tête, complètement déconnectées de notre époque, des manuels du CE puis du CM.

Le travail de L. Sauvageot ne fait que conforter ce que nous

disions depuis longtemps, l'école dans son ensemble, et pas seulement les manuels scolaires, se fait le véhicule des normes bourgeoises (sexistes, militaristes, hiérarchiques...) qui doivent s'imprimer dans le cerveau de l'enfant au fil de sa scolarité pour en faire un bon citoyen apte à reproduire ces normes dans sa vie quotidienne.

Il est vrai qu'il ne s'agit que d'un aspect du problème et que sa dénonciation, même par une IDEN, ne révolutionnera certes pas l'institution scolaire, d'autant plus que la destination finale de ce dossier sera très certainement, à l'heure du réalisme socialiste, le fond d'un tiroir au fond d'un bureau ministériel.

Vouloir changer cet aspect, c'est de plus s'attaquer à l'immobilisme des instits qui en sont encore pour beaucoup aux gravures « rossignols » et autres arriérations mentales qui ont hanté notre enfance lorsque l'on usait nos fonds de culottes sur les bancs de la communale.

Alors, un rapport pour rien ? Très certainement. Mais il me semble que c'est plutôt à chacun à chaque enseignant, à chaque parent, de faire déjà évoluer les choses à son niveau, en balançant au panier toutes ces vieilleries, et en luttant, chaque jour, contre tous les réflexes sexistes, à l'école ou ailleurs.

A l'heure où Henu et Savary parlent de chasser l'antimilitarisme des manuels scolaires (il y en a donc ?), nous aimerions savoir comment s'y prendra le ministère pour abolir le sexisme sans chasser le militarisme ?

Patrick
(groupe d'Angers)

TEMPÊTE BLANCHE, PAGAILLE NOIRE !

UNE tempête de neige s'est abattue sur la Loire, la Haute-Loire et, dans une moindre mesure, le Rhône. Le phénomène météorologique qui l'a provoquée est assez rare, mais il n'était tout de même pas imprévisible dans cette région montagneuse qui connaît de rudes hivers. Il s'en produisit d'autres, en effet, dans les décennies passées.

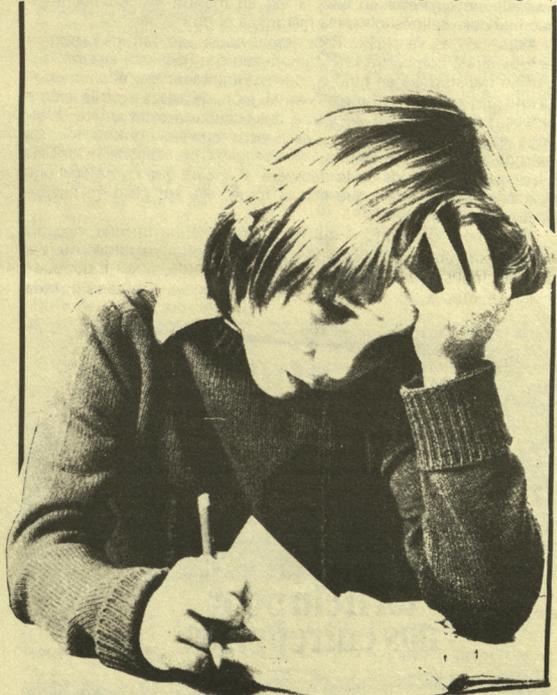
Un manteau de neige tombé en quelques heures et qui atteignait cinquante centimètres à Saint-Etienne, a totalement paralysé une vaste région pendant plusieurs jours. Trains, transports en commun, poids lourds, voitures, tout le trafic a été brutalement stoppé. Le premier jour, un million de foyers ont été privés d'électricité. Le troisième, ils étaient encore trois cent mille à s'éclairer à la chandelle et, souvent, sans chauffage.

Le froid n'étant pas très vif, il n'y a pas eu, jusqu'à présent, de victimes à déplorer, mais la situation est inquiétante dans les hospices et les maisons de retraite des localités de montagne, à huit cents ou mille mètres d'altitude.

Au troisième jour, le lundi 29, bien des usines et écoles n'ont pas ouvert leurs portes. Des communes sont privées d'eau. Les autorités s'aperçoivent d'un manque tragique de groupes électrogènes. Il a fallu faire venir des départements alpins des engins pour dégager les rues, les routes et les autoroutes. Les commerçants épuisent leurs stocks et il faut faire la queue dans les magasins, comme en Pologne.

Le maire de Saint-Etienne en a appelé aux citoyens pour qu'ils s'arment de pelles... Ce qui frappe la population, c'est la fragilité de cette société hypercentralisée, sa lourdeur, son impuissance. En se gardant de tomber dans la démagogie, il faut bien avouer qu'il y a matière à réflexion.

Des pylônes à haute tension se sont brisés comme des allumettes, des câbles ont cédé. Interrogé par TF1, le responsable régional d'EDF a affirmé qu'il en coûterait trop cher de les prévoir plus résistants. Et pour se justifier, il a ajouté qu'on avait eu cette fois « une neige très concentrée en eau ». Lumineux comme explication ! Pour un technocrate, il semble que ce soit là un phénomène imprévisible... S.B.



A la recherche du matérialisme scientifique : la sociobiologie

EN France, la sociobiologie a commencé à être connue du grand public il y a deux ou trois ans. Or, les polémiques à propos de cette nouvelle « science » avaient déjà commencé plusieurs années auparavant dans les pays anglo-saxons et en particulier aux Etats-Unis. Il faut dire que les populations de ces pays suivent souvent avec intérêt les discussions traitant de problèmes scientifiques, surtout ceux touchant la biologie humaine. En France, cet intérêt est bien moindre et, la plupart du temps, ces débats sont restreints à quelques passionnés.

L'introduction de la sociobiologie dans les divers médias provient du fait que la « nouvelle droite » (1) s'est lancée de toutes ses forces pour la popularisation des thèses de Wilson (2) ; et, de là, de nombreuses polémiques éclatèrent entre les divers groupes intellectuels et politiques.

Origine de la sociobiologie

Wilson avança progressivement dans l'établissement de ses thèses sociobiologiques. Cela commença avec son imposant ouvrage *Sociétés d'insectes* (3), en 1971, dans lequel, au cours du dernier chapitre intitulé *Recherche d'une sociobiologie unifiée*, il évoquait la possibilité d'appliquer les principes de biologie des populations et de zoologie non plus à l'explication des systèmes sociaux d'insectes, mais à ceux des vertébrés. Un pas allait être franchi ; ce fut fait dans son ouvrage suivant *Sociobiologie : la nouvelle synthèse* (4) en 1975. Celui-ci ne s'intéressait plus aux invertébrés, mais aux divers systèmes sociaux des vertébrés. Et une fois de plus, dans le dernier chapitre de cet ouvrage, il allait prolonger ses conclusions à un niveau supérieur, celui de l'homme : les principes biologiques, après s'être appliqués aux vertébrés, allaient être utilisés pour la compréhension et l'explication des systèmes sociaux humains et de leurs différents problèmes. Ne s'arrêtant pas là, Wilson allait consacrer un ouvrage complet à la sociobiologie humaine, *L'Humaine nature* (5), en 1978, dans lequel il étudiait en détail certains comportements humains et les conséquences sociales et individuelles qui peuvent en résulter, cela à la lueur des principes de la sociobiologie utilisés au départ pour les insectes. Wilson passait des insectes à l'homme sans beaucoup de difficultés ! Cela peut paraître assez surprenant pour n'importe quel biologiste (nous le verrons plus loin : les problèmes qui se posent ne manquent pas).

Définition et bases de la sociobiologie

En se servant de différents concepts pris dans trois disciplines plus connues, l'éthologie, l'écologie et le néo-darwinisme (l'évolutionnisme), Wilson établissait sa nouvelle « science » : la sociobiologie. Il la définit comme étant « l'étude scientifique des bases biologiques de toutes les formes de comportements sociaux chez tous les êtres vivants l'homme y compris » (6).

En fait, la sociobiologie repose sur les deux principales bases suivantes :

- les structures sociales (avec les différents phénomènes comportementaux y afférant), quel que soit le groupe zoologique considéré (l'homme inclus, bien sûr),

obéissent à un déterminisme génétique : c'est-à-dire que les différents comportements sont contrôlés par l'hérédité (7) ; - les individus ont tendance à diffuser au maximum leurs gènes (en se reproduisant) ou bien à favoriser la diffusion des gènes de leurs proches (8). Cette tendance serait à la base de l'explication de tous les comportements, aussi bien altruistes qu'agressifs.

A partir de là, de nombreuses affirmations furent émises dans divers domaines et en particulier dans le domaine social,

dire les caractères de l'organisation sociale d'une population à partir de la connaissance des paramètres de cette population, combinée avec l'information sur les contraintes imposées par la constitution génétique de l'espèce » (11).

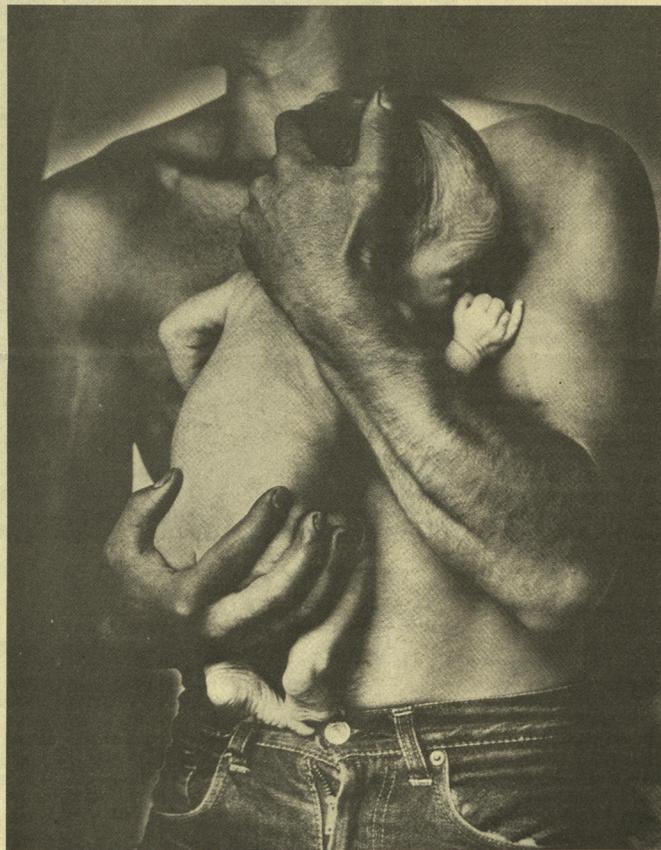
Le champ d'action des thèses sociobiologiques

Il est immense. Il touche tous les êtres vivants quels qu'ils soient. Bien sûr, dans le cadre de notre article, nous nous en

dire que ce ne sont que des hypothèses et qu'elles sont encore loin d'être confirmées par des résultats scientifiques incontestables (le seront-elles jamais ?). C'est la position qu'adopte Albert Jacquart ; il déclare que « l'origine génétique de certaines structures des sociétés humaines ou de certains sentiments que manifestent les hommes en société (agressivité, rythme, goût de la possession ou du pouvoir) n'est qu'une hypothèse fondée sur de vagues analogies avec les sociétés animales » (14).

Ce que l'on constate souvent chez les adhérents à la sociobiologie, que ces hypothèses soient démontrées ou non par la science (pour le déterminisme génétique des comportements), c'est qu'ils considèrent qu'il n'y a pas à changer les comportements étudiés. Ceux-ci ont été mis en place naturellement par l'évolution et il serait extrêmement néfaste d'aller à l'encontre de cette nature : il n'est pas question de s'opposer aux « lois de la nature » (15). On voit là facilement toute l'importance de cette théorie pour l'étayage de certaines philosophies politiques de droite. La justification sociobiologique (« scientifique ») tient alors lieu d'argument inébranlable. Par exemple, on justifiera, sans discussion possible, le système capitaliste avec toutes les conséquences sociales qui lui sont liées (autoritarisme, système hiérarchique, inégalité sociale...). On comprend l'intérêt qu'eut la « nouvelle droite » au développement de ces thèses pour ses thèmes traditionnels : n'avait-elle pas là une « nouvelle » argumentation des plus sérieuses puisqu'étant scientifique ?

Francis LAVEIX



du racisme au capitalisme. Le père de la sociobiologie se sentit rapidement débordé, aussi il adoucit un peu ses positions et fit des concessions quant à la dépendance héréditaire des comportements. Il y a quelque temps, il déclara que « l'homme n'est pas aussi dépendant de son héritage génétique qu'on aurait pu le penser : son esprit et sa culture lui confèrent un libre arbitre qui le rend éventuellement capable de surmonter des prédispositions héréditaires. La liberté, en somme, n'est pas un vain mot » (9).

Mais tout en ayant fait marche arrière, Wilson considère que les biologistes et sa théorie sociobiologique doivent être mis en premier plan et prendre l'importance qui leur est due ; il n'hésite pas à considérer que « les scientifiques et les humanistes devraient envisager que le moment est venu de soustraire l'éthique des mains des philosophes pour la remettre entre celles des biologistes » (10) et que « le but essentiel d'une théorie générale de sociobiologie devrait être de pouvoir pré-

tiendrons à l'homme et à son organisation sociale.

Les sociobiologistes considèrent que « le capitalisme, comme la compétition et l'intérêt personnel, est inscrit dans nos gènes ; de même sont inscrites l'hostilité à l'égard des immigrants ou la domination de l'homme sur la femme » (12). Sur le plan du racisme, Hamilton pense que l'on pourra démontrer que « la discrimination raciale a de profondes racines dans notre passé animal et repose donc très probablement sur des fondements nettement génétiques » (13). On pourrait encore trouver de nombreux exemples concernant la guerre (l'impérialisme), la pensée religieuse, l'homosexualité... Utilisant le déterminisme génétique et la tendance à la diffusion des gènes, les sociobiologistes expliquent pratiquement tous les phénomènes et comportements individuels ou sociaux humains.

Dans cet article, il n'est pas possible de discuter des fondements scientifiques de la sociobiologie. En simplifiant, on peut

(1) On peut citer Yves Christen avec son livre *L'Heure de la sociobiologie* (1979), chez Albin-Michel.

(2) Edward o. Wilson est professeur de sciences et d'entomologie au museum de zoologie comparative de l'université d'Harvard.

(3) *The Insect societies* (Harvard University Press, 1971).

(4) *Sociobiology : the new synthesis* (Harvard University Press, 1975).

(5) *L'Humaine nature* (Stock, 1979).

(6) Cité précédemment.

(7) Charles Frankel écrit dans un article (Les Enjeux de la sociobiologie dans La Science face au racisme, Fayard, 1981) que « la sociobiologie implique que les institutions sociales et les mœurs du genre humain ne sont pas simplement le produit des traditions, des accidents de l'histoire, des idéologies ou des machinations des classes dirigeantes, mais de dispositions et instincts de l'animal humain qui se sont développés au cours de l'évolution biologique et font partie de l'héritage génétique de l'espèce ».

(8) Wilson nous dit dans *Sociobiology* qu'« au sens darwinien, l'organisme ne vit pas pour lui-même. Sa fonction première n'est même pas de reproduire d'autres organismes ; il reproduit des gènes et il leur sert de véhicule temporaire ».

(9) Déclaration de Wilson citée par A. Dorozynski dans son article *La co-évolution ou le gène du bétail basque* (Science et vie, 1981).

(10) Déclaration de Wilson citée par A Dorozynski dans sa préface à la traduction française de *L'Humaine nature*.

(11) Déclaration de Wilson citée par J. Ruffié dans *Traité du vivant* (Fayard, 1982).

(12) *Opinions relevées par M. Rouzé dans Us et abus de la biologie* (AFIS, 1980).

(13) Hamilton, *Aptitudes sociales innées chez l'homme, approche par la génétique de l'évolution* (Anthropologie biosociale, 1978).

(14) Jacquart : *Au péril de la science ?* (Seuil, 1982).

(15) Dans certains cas de comportements très choquants — le racisme par exemple — leur position est beaucoup moins tranchée : ils conçoivent qu'il faille peut-être aller contre la nature. On peut lire dans *L'Heure de la sociobiologie* (de Y. Christen, Albin-Michel, 1979) que « toutes ces affirmations — fondements génétiques — même si elles s'avèrent entièrement fondées au plan scientifique, ne signifient pas que le combat des mouvements antiracistes manque de solides justifications ».

Sicile: l'avenir radieux?

LA construction de la base de missiles à Comiso, en Sicile, a soulevé de la part du mouvement anarchiste italien une levée de boucliers. Nous donnons ci-dessous la traduction d'un tract pour informer les lecteurs du *Monde libertaire* du caractère actif de cette lutte.

On peut empêcher la construction de la base de missiles !

Tandis que nous sommes tranquillement préoccupés par nos problèmes quotidiens, une bande de criminels construit une usine de mort à deux pas de nos maisons.

La base de Comiso n'est pas un simple aéroport, mais une piste de lancement pour missiles. Et les missiles en question ne sont pas des jouets ; ce sont des bombes atomiques.

Personne ne jurerait de leur sécurité. Quand nous pensons que notre région est déclarée zone sismique, nous comprenons mieux le danger de trouver à deux pas de chez nous des bombes atomiques. Pour que le missile éclate, il n'est pas nécessaire qu'il soit lancé en l'air. Voilà pourquoi un tremblement de terre pourrait avoir des conséquences inimaginables.

Le type de missiles installés à Comiso est cent fois plus puissant que celui qui a détruit complètement des villes comme Nagasaki et Hiroshima. Si un seul de ces missiles éclatait, la Sicile disparaîtrait de la surface de la terre.

Mais le danger de la base se situe aussi sur d'autres plans, par exemple par l'arrivée d'environ vingt mille soldats américains.

Cela veut dire que nous nous trouverons comme en temps de guerre pour tout le reste de notre vie.

Un bon pourcentage de soldats américains font usage de drogues dures comme l'héroïne et la cocaïne, et la mafia s'organise déjà pour l'acheminement de la drogue. Même chose pour la prostitution organisée par la mafia.

L'augmentation des prix se fera car les Américains sont disposés à payer six cents ou sept cent mille lires pour une maison ; cela signifie que les propriétaires donneront les appartements en location aux Américains et non à nos familles. La viande, les fruits, les vêtements et tous les produits de première nécessité augmenteront énormément. Avec notre misérable salaire, nous vivrons dans des conditions pire que maintenant.

Pour toutes ces raisons et pour d'autres encore, nous ne voulons pas de la construction de cette base de missiles.

Nous devons nous opposer à tous les patrons, qu'ils soient italiens, américains ou russes, et imposer avec notre force, en dehors des partis, des syndicats et de toute structure de pouvoir, notre volonté de lutte.

Artistes polonais,
le seul garant
de la liberté,
c'est le courage



LE primat de Pologne, Monseigneur Glemp, a exhorté les artistes polonais qui, depuis l'état de siège, boycottaient les institutions officielles, notamment la radio et la télévision, à reprendre le travail, pour que tous les enfants de Dieu « puissent se rencontrer à Noël devant le petit écran ». Il a précisé que cet appel n'était pas une incitation à la collaboration avec le régime, mais que serait-ce d'autre ?

De son côté, l'Etat polonais engage une réorganisation des institutions artistiques de Varsovie, autrement dit une purge.

En France, l'association internationale de défense des artistes (AIDA) lance un appel à tous les artistes pour qu'entre le 13 et le 17 décembre ils versent la recette d'une soirée ou d'une matinée au profit des artistes polonais. A l'occasion de cette campagne, l'AIDA sera l'invitée de Radio-Libertaire, le 9 décembre entre 16 et 18 h.

J.-M.

Solidarność : il y a un an



« **U**N groupe de cinq personnes, dirigeant le Comité ouvrier inter-entreprises de Solidarité (MRKS) de Varsovie a été arrêté », annonçait le jeudi 2 décembre l'agence PAP. Ce qui montre qu'à quelques jours du premier anniversaire du coup d'Etat de Jaruzelski la police et les militaires polonais tentent toujours de démenteler l'organisation clandestine de Solidarité, distinguant dans leurs déclarations les éléments « subversifs » de ceux qu'ils pensent pouvoir récupérer.

La libération de Lech Walesa semble avoir accompli l'effet-choc escompté et ses déclarations temporisatrices font apparaître l'aspiration à un accord « pour le bien de tous ».

C'est d'ailleurs ce qui apparaissait dans un article d'une des dernières *Vie ouvrière*, hebdomadaire de la CGT. Tout allait pour le mieux en Pologne puisque Walesa était libéré et qu'on allait faire de nouveaux syndicats... Nulle part, bien sûr, le fait que ces nouvelles organisations reconnaît le rôle dirigeant du Parti ouvrier polonais !

Les bruits les plus divers circulent sur l'état et l'opinion de Solidarité en clandestinité, de noyaux durs à des ralliements inconditionnels aux compromis « walésiens ». Nous nous gar-

derons ici de porter des jugements de valeurs ; ce sont les camarades polonais qui sont les plus aptes à savoir ce qu'il faut faire. Nous nous bornerons à apporter à nos lecteurs quelque lumière sur ce qui se passe en France dans Solidarność en exil. Le mouvement ouvrier qui a organisé la solidarité à l'étranger pour les travailleurs polonais est très divers. En France, presque (1) tous les syndicats (FO, CFDT, CFTC, FEN) y apportaient leur soutien, ainsi qu'une multitude de comités locaux de diverses sensibilités. Les divergences n'étaient pas mises en avant et l'aide matérielle était organisée sur une grande échelle. Comme le disait le Comité ouvrier inter-entreprises de Varsovie (2) dans une lettre ouverte du 17 octobre adressée aux organisations syndicales et aux partis politiques de l'Ouest : « Nous sommes convaincus que vous voyez dans le soutien à Solidarność une forme de défense des intérêts vitaux et des droits des travailleurs occidentaux. Le soutien et la solidarité aujourd'hui et demain, voilà ce que nous attendons de vous. De vous avant tout. »

Ainsi, le Comité de coordination du syndicat Solidarność en France avait son siège rue Montholon, à Paris. « Avait », car le 7 novembre 1982, « Jerzy Milewski, chef du bureau de coordination du syndicat Soli-

darność à l'étranger qui a été constitué en juillet 1982 et dont le siège est à Bruxelles, a envoyé une lettre à notre comité dans laquelle il annonçait qu'à partir de ce jour le comité serait constitué exclusivement de cinq personnes nommées par lui (S. Blumsztajn, M. Chojecki, S. Czarlewski, P. Chruszczynski, P. Novakowska) et qu'il serait désormais une représentation du bureau de Bruxelles » (3).

Problèmes politiques internes ? Simples jalousies personnelles ? L'exil politique aiguise toujours les contradictions et ce n'est pas à nous de mettre de l'huile sur le feu... Bornons-nous à constater que Bruxelles est le siège du BIT (Bureau international du travail) et que cet organisme avait dernièrement adressé un « blâme » à Jaruzelski. Et aux lecteurs du *Monde libertaire* qui veulent continuer à soutenir Solidarność, nous conseillons d'accueillir les propositions pour ce qu'elles sont sans s'occuper outre mesure de leur origine. Ce qui compte, c'est de soutenir Solidarność en Pologne, pas de raviver les querelles de l'exil.

Alexis Pierre

(1) Pour la CGT, c'était la coordination CGT pour Solidarité qui relevait l'honneur de la confédération...

(2) Comme il était dit au début, nombre de ces camarades ont été arrêtés depuis.

(3) Le « comité maintenu » a en son sein quatre délégués au premier congrès national de Solidarność (Brodzki, Kowalewski, Walczak, Zajac).

NOUS sommes un groupe d'anarchistes et de gauchistes anti-autoritaires de Varsovie qui s'est formé au début des années quatre-vingt autour du cercle de discussion « Sigma ». Tous, nous critiquons vivement le régime polonais en place. La plupart d'entre nous était venue à l'anarchisme par le biais de la littérature.

Au début des années cinquante, quelques ouvrages d'anarchistes russes (Kropotkine : *L'Entraide, La Grande Révolution, Autour d'une vie, L'Éthique*) ont été publiés dans de petites éditions et sont accessibles dans les bibliothèques à toute personne intéressée. Une autre source importante a été la série *Biblioteka Mysli Socjalistycznej*, dans les années soixante, ainsi que les textes de précurseurs du socialisme : Winstanley, Owen, Saint-Simon, Fourier, des écrits de P.-J. Proudhon (deux volumes), de Bakounine (deux volumes) et quelques fascicules de l'anarchiste polonais Edouard Abrowski.

Ces textes, introduits par des avant-propos très respectueux de la lignée marxiste-léniniste, amputés considérablement, ont cependant fait naître l'anarchisme dans ce cercle d'étudiants.

Jusqu'à la promulgation de la loi martiale en décembre 1981, il nous a été possible, malgré de lourdes difficultés financières et bureaucratiques, d'effectuer des voyages à l'Ouest. Là, nous avons pris contact avec des groupes libertaires et nous nous sommes procurés d'autres ouvrages anarchistes.

En août 1980, alors que les grèves massives paralysaient le pays et donnaient naissance au premier syndicat indépendant d'après-guerre, Solidarność, nous nous sommes décidés à agir activement pour les idées libertaires.

Fin 1980, nous avons publié le premier numéro de notre journal *Nowa Gazeta Mazowiecka*, qui devait être l'organe de discussion théorique de la gauche anti-autoritaire. À côté de réflexions sur la situation politique actuelle de la Pologne sous forme prosaïque, poétique ou satirique, nous avons fait paraître des articles sur la théorie et l'histoire du mouvement libertaire, tel : *Breve histoire de l'anarchisme ou La Révolte des marins de Kronstadt*.

Notre journal est devenu très vite populaire dans les milieux de gauche de Solidarność et d'étudiants, ce qui a amené les représentants de Moscou sur place à intervenir auprès du gouvernement polonais pour interdire la parution du journal. Le journal était reproduit en partie par d'autres groupes que nous ne connaissions pas, comme à Cracovie, Wrocław. Sa renommée était très étendue (tirage total : six mille exemplaires environ).

Sous forme de supplément au journal, nous avons fait paraître une série de brochures *Archiwum Lewicy*, dans lesquelles nous avons reproduit les textes sur l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme, les conseils communistes. Sont parues entre autres : *Moje Poogłady Społeczne* (Mon Credo social) de Grigorij Pietrowicz Maksimow, *Opozycja Robotnicza* (L'Opposition ouvrière/1921) d'Alexandra Kollontai.

Jusqu'à la déclaration de l'état de siège, nous avons réussi à tirer six numéros de *Nowa Gazeta Mazowiecka* et cinq brochures dans la série *Archiwum Lewicy*,

que nous avons diffusées par un réseau d'adresses privées. Les deux publications de notre groupe ont été tirées à l'université de Varsovie, dont la direction s'est montrée plus libérale face au mouvement étudiant opposé pendant le prétendu « été polonais ».

Il existe aussi à Wrocław un journal anarchiste dont nous avons appris l'existence par hasard, en décembre 1981 (lors d'un interrogatoire, ce journal avait été présenté à un membre de notre groupe pour savoir s'il était en contact avec ces gens).

Groupe SIGMA de Varsovie

Appel au mouvement libertaire occidental

Avant l'état de siège, une multitude de revues d'opposition de gauche, de brochures, de livres ou apparaissaient des sympathies pour l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme étaient diffusées.

La situation politique de notre groupe telle qu'elle apparut dans le journal peut être définie ainsi :

- forte opposition au régime totalitaire inféodé à Moscou du POUF sous Gierek-Jaruzelski ou Kania-Jaruzelski ;
- affirmation de l'autonomie nationale et sociale du peuple polonais ;
- solidarité critique avec Solidarność et les comités de droits des citoyens, c'est-à-dire : soutien de toutes les forces de gauche qui luttent pour la réalisation de l'autonomie ouvrière, refus de toutes les forces de droite qui travaillent à la construction d'un régime national-clérical selon le modèle occidental.

Certes, les forces libertaires en Pologne ne se sont pas laissées surprendre par la déclaration de l'état de siège, mais comme nous avons été incapables, jusqu'en décembre 1981, de construire un réseau de communication efficace et encore moins d'élaborer une plateforme politique commune, nous n'avons pas pu coordonner nos activités clandestines après le putsch militaire de Jaruzelski.

Une autre difficulté résultait du fait que les groupes, au début, travaillaient de façon très conspiratrice, ce qui rendait la prise de contact très compliquée. C'est ainsi, par exemple, que nous avons appris, une semaine après le putsch, l'existence d'un groupe anarchiste à Varsovie par un tract appelant à la résistance active contre la junte militaire, distribué à l'université.

Après le 13 décembre 1981 et durant la détention provisoire de certains de nos camarades, nous avons été contraints à la clandestinité. Les nombreuses razia ont conduit à la saisie ou à la destruction des machines à imprimer et des duplicateurs. Les duplicateurs, le papier et l'encre sont des marchandises

rare sur le marché noir et atteignent des prix hors de notre portée.

Privés de nos moyens techniques, en insécurité permanente à cause de la surveillance de nos rencontres, nous n'avons pas eu d'autres moyens, dans les premiers mois du siège, pour propager nos idées, que d'écrire les tracts à la main et de faire des bombages — non sans risques — la nuit, à des endroits stratégiques.

À la fin de la première vague de répression étatique, nous avons prudemment pris contact avec d'autres groupes non dogmatiques de la gauche opposée, à Varsovie. En mai 1982, nous avons finalement pu sortir, avec les camarades de Varsovie, le journal clandestin *Rownosc* (Égalité), qui est l'organe de la gauche socialiste révolutionnaire de Varsovie.

Nous avons également appris, il y a peu de temps, l'existence d'un journal anarcho-syndicaliste, *Przelom* (Renversement), mais nous n'avons pas encore pu entrer en contact avec lui.

Des positions libertaires sont également prises dans le journal trotskiste *Metro* qui, à cause de critiques acerbes formulées à l'encontre de la direction réformiste de Solidarność, soulève d'importantes controverses dans le milieu opposé clandestin.

Nous avons l'intention de publier régulièrement et clandestinement notre journal *Nowa Gazeta Mazowiecka*, ainsi que des brochures sur l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme et l'autonomie ouvrière. Sont prévus, entre autres, les titres suivants : A.S.R. Nagorski : *Histoire de l'anarchisme en Pologne* ; Nicolas Walter : *Pour l'anarchisme* ; Grigorij Pietrowicz Maksimow : *Les Syndicalistes dans la révolution russe* ; Maurice Brinton : *Les Bolchéviques et le contrôle ouvrier*, ainsi qu'un recueil de textes de l'anarchiste polonais Jan Waclaw Machajski (1866-1926).

Pour réaliser ce but et pour développer les idées libertaires en Pologne, nous avons un besoin urgent de votre soutien, mais aussi d'une solidarité pratique. Aidez-nous dans notre lutte :

- contre la junte militaire de Jaruzelski et les forces de la réaction national-clérical ;
- pour l'autonomie nationale et sociale du peuple polonais.

Salutations libertaires.
Groupe « Sigma », Varsovie

Soutenez le mouvement libertaire en Pologne

QUAND, dans la nuit du 13 décembre 1981, la population de Varsovie est réveillée par le fracas des tanks dans les rues, peu de gens se doutaient que ces manœuvres signifiaient la liquidation définitive des agitations sociales en Pologne, de « l'été polonais ». Les Polonais apprennent par la radio l'instauration de l'état de siège. « Un comité de salut national », avec Jaruzelski à sa tête, prend le pouvoir.

Des centaines de syndicalistes, d'opposés et arrêtés et enfermés dans les camps cette nuit-là ou dans les jours, les semaines, les mois qui suivent. Parmi eux, des anarchistes.

Presque ignorés du mouvement libertaire occidental, des groupes anarchistes ou socialistes libertaires se sont constitués parallèlement au syndicat indépendant Solidarność. Des tentatives de relance de la tradition anarchiste d'avant la guerre ont été entreprises en Pologne tout juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Fédération anarchiste polonaise (Anarchistyczne Federacje Polski/ AFP), créée en 1926, était le mouvement le plus représentatif. Elle était implantée dans les régions minières, à Varsovie, à Cracovie.

Après la Seconde Guerre mondiale, la FAP (poursuivie et privée d'une grande partie de ses adhérents durant l'occupation nazie, à cause de ses activités de résistance) se transforma en « Federacja Polskich Anarcho-Syndykalistów/ FPAS ». Cela concrétisait sa tendance fortement anarcho-syndicaliste d'avant la guerre.

Fin 1940, début 1950, en raison de la stalinisation croissante de la société polonaise, régie de façon totalitaire par le parti POUF inféodé à Moscou, la FPAS n'a pas réussi à se stabiliser. Face à la répression massive de l'État, elle recommanda à ses membres, dans un tract où elle reconnaissait sa dissolution volontaire, de se replier dans l'anarchisme individualiste.

Ce n'est que vers le milieu des années soixante que les idées anarchistes réapparurent au sein du Mouvement des droits des citoyens (tendance opposée de gauche). Ce renouveau de l'anarchisme en Pologne est avant tout l'œuvre d'anciens membres de la FPAS, dont Zdzisław Szpakowski, qui défendait les positions libertaires en 1964 dans les comités de droits des citoyens de Jacek Kuron (en 1980-1981, il a participé activement à Solidarność et il est probablement encore interné à cause de ses activités).

Un anarchiste juif, Natan Tanenbaum, faisait aussi partie de ces comités de droits des citoyens auquel l'État intenta un procès en 1965. Cet homme influença le mouvement étudiant opposé en 1968. Après son amnistie en 1968, il a été contraint — comme tant d'autres juifs opposés au régime, par suite de la campagne anti-sioniste et anti-juif très à la mode en Europe après la Guerre des Six Jours, de quitter le pays.

Un des prédominants représentants du mouvement étudiant de 68 est le clown anarchiste « Aby J. » (Abraham du Latta Jesse), réputé pour son talent rhétorique et son jeu scénique par lesquels il déclenchait de nombreuses discussions sur le régime communiste dans les cercles d'étudiants. Il a été arrêté de nombreuses fois, entre autres parce qu'il refusait d'avoir un passeport (Aby J. avait, vers 1960, des contacts étroits avec le mouvement anarchiste occidental). Aujourd'hui, il mène une vie d'artiste isolé à Varsovie.

Les groupes anarchistes existant aujourd'hui en Pologne se sont constitués lors de l'été polonais (août 1980). Jusqu'en décembre 81, il y avait des groupes importants à Varsovie, Cracovie, Lublin, Wrocław. Il n'y a pas de données concrètes pour mesurer l'ampleur du mouvement libertaire en Pologne. D'après les estimations des compagnons polonais, le mouvement était composé jusqu'au putsch de quelques centaines de membres et de sympathisants.

Un premier aperçu — non représentatif — des problèmes et des activités des groupes libertaires polonais est donné dans cet appel au mouvement libertaire occidental par le groupe Sigma de Varsovie.

Direkte Aktion



Pour vos fêtes, achetez vos livres à notre librairie.

Les commandes pour la province ou l'étranger sont faites le jour même (sauf rupture de stock). Nous ne fournissons que les commandes réglées à l'avance. Nous vous demandons de compter 10% pour les frais de port. Les règlements sont à adresser au nom de « Publico ».

ANARCHISME

Anthologie	
Ni Dieu ni Maître. Quatre volumes. Chaque.....	25 F
Balkanski G.	
L'anarchisme et le problème de l'organisation.....	4 F
Barrué J.	
L'anarchisme aujourd'hui.....	18 F
Berneri G.	
La société contre l'Etat.....	5 F
Besnard P.	
Le monde nouveau.....	25 F
L'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme.....	1 F
Blond G.	
La grande armée du drapeau noir.....	40 F
Bookchin M.	
Spontanéité et organisation.....	5 F
Boussinot R.	
Les mots de l'anarchie.....	68 F
Clastres/Lefort	
La Boétie et la question du politique.....	76 F
Cœurderoy E.	
Pour la révolution.....	37 F
Hourrah ! ou la révolution par les cosaques.....	30 F
Collectif	
Les nouveaux patrons.....	48 F
Creagh R.	
Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis.....	80 F
C.R.I.F.A.	
Troisième congrès de l'I.F.A.....	10 F
Darien G.	
Pour la révolution.....	40 F
L'ennemi du peuple.....	30 F
Dossiers de l'Histoire	
Histoire du mouvement anarchiste.....	12 F
Fédération anarchiste	
Les anarchistes et le problème social.....	10 F
Fabbri L.	
L'organisation anarchiste.....	10 F
Grave J.	
Conduite de l'individu en société anarchiste.....	1 F
Fayolle M.	
Réflexions sur l'anarchisme.....	10 F
Faure S.	
Propos subversifs.....	35 F
Frémion/Volny	
Les orgasmes de l'histoire.....	85 F
Groupe de Limoges de la F.A.	
Elections ou action directe.....	7 F
Guérin D.	
L'anarchisme.....	17 F
Guillaume J.	
Idées sur l'organisation sociale.....	10 F
Hérodote n° 22	
Elysée Reclus.....	35 F
Joyeux M.	
L'anarchie et la société moderne.....	25 F
L'anarchie dans la société contemporaine.....	45 F
Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière.....	15 F
Leval G.	
Le chemin du socialisme.....	5 F
Pratique du socialisme libertaire.....	15 F
L'humanisme libertaire.....	15 F
Eléments d'éthique moderne.....	15 F
Lipianski A.-M.	
Communisme d'Etat ou socialisme libertaire ?.....	7,50 F
De la Boétie E.	
Discours sur la servitude volontaire.....	18 F
Langand C.	
La famille.....	15 F
Livrozet S.	
Hurlé.....	33 F
Malatesta E.	
Notre programme.....	3 F
Ecrits choisis I, II, III. Chaque.....	12 F
Articles politiques.....	12 F
La pensée de Malatesta.....	12 F
Réponse à la plateforme.....	2 F
L'anarchie.....	8 F
Mercier-Vega L.	
La révolution par l'Etat.....	45 F
Merlino F.-S.	
L'individualisme dans l'anarchisme.....	10 F

Mounier E.	
Communisme, anarchisme, personnalisme.....	16 F
Niel M.	
Psychanalyse du marxisme.....	28 F
Nieuwenhuis	
Le socialisme en danger.....	78 F
Plateforme et synthèse	
L'organisation.....	10 F
Pouget E.	
L'action directe.....	4 F
Prudhommeaux A.	
L'effort libertaire.....	20 F
Prunier A.	
Les libertaires et la politique.....	1 F
Russel B.	
Le monde qui pourrait être.....	18 F
Reclus E.	
La pensée reclusienne.....	3 F
L'évolution, la révolution et l'idéal anarchiste.....	30 F
Reszler A.	
L'esthétique anarchiste.....	45 F
Textes	
Les anarchistes et les élections.....	15 F
Walter N.	
Pour l'anarchisme.....	15 F

ANTIMILITARISME

Avis de Recherche	
Cavales insoumises.....	50 F
Bertand T.-P.	
Les soldats seront troubadours.....	54 F
Bost J.-L.	
Le dernier des métiers.....	14 F
Charron C.	
L'antimilitarisme et son expression littéraire à la fin du XIX ^e siècle. Les deux volumes.....	120 F
C.L.O.	
Guide de l'objecteur.....	5 F
Défense collective.....	15 F
Objecteurs en lutte contre la militarisation.....	12 F
Darien G.	
L'épaulette.....	18 F
Biribi.	
Les juges kaki.....	29 F
Debard/Hennig	
Les juges kaki.....	40 F
Descaves L.	
Sous-offis.....	78 F
Devaldès M.	
La chair à canon.....	20 F
Docres/Mars	
M... comme militaire.....	90 F
Gauchon J.	
Le pacifisme intégral.....	4 F
Gerdan E.	
A... comme armes.....	28 F
Gibeau Y.	
Allons z'enfants.....	49 F
La guerre, c'est la guerre.....	25 F
Giono J.	
Ecrits pacifistes.....	18 F
Hardy/Gabey	
L... comme Larzac.....	54 F
Lecoin L.	
Le cours d'une vie.....	35 F
Ecrits.....	30 F
Le Hénaff Y.	
Les armes de destruction massive.....	15 F
Maille A.	
Les sources des conflits guerriers.....	3 F
Menahem G.	
La science et le militaire.....	45 F
Monclin R.	
Les damnés de la guerre.....	20 F
Remarque E.-M.	
A l'Ouest rien de nouveau.....	12 F
S.I.P.R.I.	
Armer ou désarmer 1980.....	8 F
Armer ou désarmer 1981.....	8 F
Siterre N.	
Un an dans le kaki.....	39 F
Vecteur	
Vouloir la paix.....	8 F
Vidal-Nauquet P.	
La torture dans la République.....	18 F
Virilio P.	
L'insécurité du territoire.....	57 F

ARTS ET CULTURE

Berruer P.	
Georges Brassens.....	50 F
Biner P.	
Le Living Theatre.....	36 F
Brassens	
La mauvaise réputation.....	22 F
La tour des miracles.....	21 F
Brel J.	
Oeuvre intégrale.....	48 F
Le livre du souvenir.....	120 F
Dixmier M.	
Jossot.....	45 F
Gaudibert P.	
Action culturelle.....	25 F
Lafargue P.	
Le droit à la paresse.....	350 F
Lloyd C.	
Pissarro.....	39 F
Ragon M.	
L'art : pour quoi faire ?.....	70 F
Les maîtres du dessin satirique.....	90 F
Shikes/Harper	
Pissarro.....	

PRISONS

Joyeux M.	
Mutinerie à Montluc.....	25 F
Knobelspiess R.	
Q.H.S.....	55 F
L'acharnement.....	55 F
Lesage de la Haye J.	
La sortie de prison.....	15 F
La guillotine du sexe.....	39 F
Livrozet S.	
La rage des murs.....	45 F
De la prison à la révolte.....	34 F
Aujourd'hui la prison.....	50 F

PÉDAGOGIE

Autrement	
Un enfant.....	49 F
Bettelmeim B.	
Les enfants du rêve.....	61 F
Ferrer S.	
La vie et l'œuvre de Francisco Ferrer.....	22 F
Neill M.	
Libres enfants de Summerhill.....	55 F
Raynaud/Ambaueves	
L'éducation libertaire.....	25 F

JUSTICE

Ganancia/Cadot	
Guide de l'union libre.....	22 F
Langlois D.	
Nouveau guide du militant.....	17 F
Le cachot.....	27 F
Guide du citoyen face à la police.....	40 F
Dossiers noirs de la police française.	
Dossiers noirs du suicide.....	16 F
Levine M.	
Affaires non classées.....	36 F
Livrozet S.	
Rues aux ours.....	54 F
Thomas B.	
Les provocations policières.....	42 F
	79 F

Librairie du Monde libertaire,
145, rue Amelot, Paris-11^e,
ouverte du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h.

NOTES DE LECTURE

« Alternatives, lieux de vie, états généraux de Nîmes »

Numéro spécial de la revue « Transition »

A l'heure où le Coral, le CRA (Collectif réseau alternatif) et les lieux de vie sont menacés dans leur chair par la répression et dans leur âme par une campagne de presse d'une crapulerie rare, il est des lectures qui s'imposent. Pour se gorger d'une information authentique ! Pour être capable de faire face au déferlement actuel de mauvaise foi, d'ignorance et de haine ! Et pour approfondir encore un peu plus les raisons qui nous ont amenés à défendre les inculpés du Coral et les lieux de vie !

Ce numéro de la revue Transition (1) est incontestablement au nombre de ces bouquins dont l'évènement impose la lecture. On y trouve plusieurs comptes rendus et analyses des états généraux des lieux de vie qui se ont déroulés à Nîmes en février 1982 (2). Sur le mode du vécu, de la réflexion, du questionnement. On y découvre un réseau alternatif en pleine évolution. Un réseau qui est passé de la stricte alternative à la psychiatrie à l'alternative aux enfermements de toutes sortes et même à l'alternative économique et sociale. On y trouve aussi des articles sur les lieux d'accueil en général. Et à chaque page, la vie nous saute au visage. La vie, le doute, l'espoir, la volonté de changer les choses et la vie, tout de suite, ici et maintenant. De ne pas se résigner. De se battre. Mais également de comprendre. D'avancer. De ne pas être seulement contre, mais aussi pour quelque chose. Et ça prend aux tripes ! L'odeur forte de l'authentique, de la sincérité et du désir d'ancrer l'espoir dans la réalité éniérée !

Bref, c'est un bouquin à lire. Non seulement pour le plaisir qu'on prend à sa lecture, mais également parce qu'on y découvre quantité d'informations et de raisons supplémentaires de se mobiliser pour défendre ce type d'alternative en mouvement et pour « l'aider » à s'intégrer un peu plus encore à la révolution en marche.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Transition : revue internationale du changement psychiatrique et social.

(2) Dans son numéro 436 du 18 mars 1982, Le Monde libertaire a largement rendu compte de ces états généraux.

SÉLECTION RADIO/T.V.

A u programme de TF1, dimanche 28 novembre, au cours de l'après-midi, nous était proposé un télé-film inspiré du Capitaine courageux. Le roman de Rudyard Kipling, universellement lu et apprécié. Le début du film était assez conforme à l'œuvre littéraire. A mi-parcours, catastrophe, on quitte la mer pour vivre sur terre un drame surajouté sans intérêt, comme sait en fabriquer Hollywood. Et les téléspectateurs furent privés de l'illustration par l'image de l'essentiel du livre : une étude fouillée, très documentée, sur la vie quotidienne très particulière des marins des bancs de Terre-Neuve.



RADIO

— France-Culture : le 12 déc. à 20 h : début d'une série de cinq émissions consacrées au poète surréaliste Pierre Mabille, doublé d'un anticlérical notoire.

Le 12 déc. à 20 h 40 : Pologne, Polska, Polcha. Un document exceptionnel, créé par la radio polonaise, avant le 13 décembre 81.

Le 13 déc. à 8 h 32 : La mythologie gauloise retrouvée.

Le 13 déc. à 9 h : La Pologne et l'histoire immédiate. Un hommage au syndicat Solidarité.



TÉLÉVISION

— TF1 : le 9 déc. à 22 h 05 : les oubliés de l'histoire : le désespoir des camps des réfugiés de l'Indochine.

Le 10 déc. à 20 h 35 : Arturo Toscanino, le maestro. Un monstre de la direction d'orchestre... et abonné toute sa vie à l'hébdomadaire anarchiste italien Umanità Nova ! Gageons qu'Armand Panigel « oubliera » ce point d'histoire.

Le 12 déc. à 20 h 35 : Le grand blond avec une chaussure noire (1972), de Yves Robert, avec Pierre Richard. Excellent divertissement.

Le 13 déc. à 13 h 50 : Ces chers disparus : Florelle. Une évocation de la Marlène Dietrich française.

Le 13 déc. à 21 h 35 : Le plus sauvage d'entre tous (1952), de Martin Ritt. Un drame réalisé avec une puissante vérité tant par les personnages (Paul Newman y fait une composition étonnante) que par le sujet qui est traité dans les sites grandioses du Texas.

Le 14 déc. à 18 h 50 : histoire d'en rire. Des sketches de Popeck.

— A2 : le 11 déc. à 21 h 50 : première partie d'un téléfilm sur La secte des possédés. Illustration tragique du sort des sectes.

Le 13 déc. à 20 h 35 : Chêne et lapins angora, de Martin Walser. Sous le ton de la farce, comment les nazis ont réussi à se faire oublier dans l'Allemagne contemporaine.

— FR3 : le 12 déc. à 21 h 30 : hommage à Auguste Rodin.

Le 14 déc. à 20 h 35 : La cousine angélique (1973), de Carlos Saura.

Le 14 déc. à 22 h 15 : L'archéologie vue du ciel. L'œuvre de René Goguy.

CINÉMA

ALEXANDRE LE GRAND

T HÉO Angelopoulos est certainement le cinéaste le plus oublié des circuits de distribution. Auteur du Voyage des comédiens, ses films n'ont jamais connu que des succès d'estime ; sorti dans deux salles de Paris, UGC et Paramount ont compris que ce n'est pas avec des films de quatre heures (même si leur projection ne semble durer que deux heures) que l'on peut faire de l'argent, et c'est bien dommage car ce cinéaste gagnerait à être connu du plus grand nombre.

Alexandre le Grand est une fresque sur les relations entre l'Anarchie et le pouvoir. Nous sommes en 1900, en Grèce. Une commune perdue dans les montagnes fait la plus belle des expériences libertaires. Les politiciens ont tenté de brader les terres à des prospecteurs anglais ; la commune a fait scission : il n'y a plus d'Anglais, plus de propriétaires, plus de propriété même. Ici règne l'égalité la plus stricte ; le tribunal populaire est élu, réellement issu du peuple, et chacun est prêt à défendre la commune contre les soldats qui l'encerclent déjà. Ici, seuls les rois se nomment fête, danse, musique. Mais un homme est là, sorti des montagnes, Alexandre, émanation de la révolution libertaire. Il continue à lutter contre le gouvernement, fait s'évader ses soldats prisonniers, prend en otage une délégation anglaise et revient se cacher au village sous les acclamations du peuple. Malgré sa personnalité charismatique, bête sauvage venue de nulle part, apprivoisée par le village quand il était encore enfant, il sent la commune devenir plus forte que son autorité. C'est alors qu'il commence à terroriser les habitants, massacrant les troupeaux et finissant par imposer sa volonté, son pouvoir, le Pouvoir. Le peuple dépose à ses pieds armes et vivres, se livrant pieds et poings liés à celui dont les menées sont certes plus dangereuses que celles des soldats du gouvernement, désemparés dans la montagne. Le cycle infernal est amorcé, le peuple subit son joug : couvre-feu, répartition de la nourriture, répression contre ceux qui osent élever la voix. La musique est morte au village..., la musique militaire est née. La révolte est impossible ; l'armée gouvernementale peut seule libérer du tyran. Le peuple abattu achève le tyran.

Avec Angelopoulos, le cinéma prend sa vraie dimension : le langage par l'image, c'est-à-dire qu'ici tout est suggéré et le dialogue n'est que le point d'orgue de l'image. Voilà certainement une redéfinition du film d'atmosphère : les scènes sont minutieusement filmées, les plans remarquablement travaillés, et même si parfois certaines de ces scènes paraissent manquer de concision, Angelopoulos sait créer une telle atmosphère onirique que le film nous paraît, malgré ses quatre heures, moins long que certains navets qui font les beaux jours des salles d'exclusivité.

Il faut noter aussi le caractère profondément grec du caractère ; il a une connotation qui peut faire penser à une tragédie : on y décèle aussi bien les éléments du chœur ou du choryphée que la puissance émotionnelle qui se dégage chez Sophocle ou Eschyle.

Bref, pour le sujet comme pour le metteur en scène, Alexandre le Grand est le film que tout anarchiste aurait déjà dû voir.

Gilles le Boîteux

CAFÉ-THÉÂTRE

Gaston Couté n'est pas mort

D U 14 au 18 décembre, la Caverne (café-théâtre, 3, rue Port de Graule à Périgueux) rend hommage à Gaston Couté.

Pour un café-théâtre, recevoir une exposition, un film et un spectacle concernant Gaston Couté, constitue un événement en ce sens que c'est précisément dans de tels lieux que s'expriment le plus souvent Gaston Couté. Pour nous, anarchistes, c'est aussi un événement que de voir l'œuvre de l'un des nôtres rejallir de l'oubli dans lequel elle était tombée.

Né à Beaugency (Loiret) en 1880, Gaston Couté est aujourd'hui bien peu connu du public populaire. L'expo et le film que nous propose la Caverne nous permet de faire plus ample connaissance avec lui. C'est le portrait d'un anarchiste que celui de Gaston Couté. D'abord mauvais élève, comme en témoigne ces écrits : « Dans le temps qu'allais à l'école ou qu'on m'y voyait jamais beaucoup... », il n'en deviendra pas moins un poète reconnu. Poète populaire bien sûr, s'exprimant en patois beauceron, s'illustrant dans des journaux tels que La Guerre sociale ou Le Libertaire et sur la scène des cabarets parisiens. Gaston Couté lutta contre toutes les institutions : armée, Etat, clergé... toute sa vie. Il mourra de phthisie à l'hôpital Lariboisière en 1911.

Grâce à des photos, des facs-similés de ses poèmes, l'exposition réalisée par le Vent du Ch'min nous retrace ce que fut l'itinéraire de Gaston Couté. Du 14 au 18 décembre, la Caverne sera ouverte chaque jour de 14 h à 18 h. Pendant ces permanences, vous pourrez vous procurer les œuvres complètes et d'autres ouvrages le concernant (1). Un film vidéo couleur d'une durée d'une heure réalisé pour la télévision avec Bernard Meulien, sera projeté en permanence. Jeudi 16, vendredi 17, samedi 18 décembre, Bruno interprétera Couté.

Je finirai cet article par un hommage à l'association le Vent du Ch'min, un groupe de copains libertaires qui se sont réunis autour de l'œuvre de Gaston Couté pour la diffuser. Ils ont réédité en cinq magnifiques volumes les œuvres complètes de Gaston Couté. Ils sont les réalisateurs de l'expo, ont participé activement à la réalisation du film que vous propose la Caverne. Leur dynamisme aura également permis l'édition de nombreux enregistrements sur disques ou cassettes des textes de Gaston Couté. Merci au Vent du Ch'min d'exister.

Bruno DARAQUY

(1) En vente également à la librairie du Monde libertaire.



Prochains invités de Radio-Libertaire

- Jeudi 9 décembre : « La vie d'artiste » (16-18 h) : l'AIDA, qui évoquera son action sur la Pologne ;
- L'invité quotidien » (18-22 h) : Jacqueline, sur l'ORTF.
- Vendredi 10 décembre : « Le magazine pour rire » (14-18 h) : Yves Frémion et Leldam (chanteur) ;
- L'invité quotidien » (20-22 h) : Roger Noël.
- Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : éditions Cartes blanches, avec Mathias Perez.
- Lundi 13 décembre : « Le magazine pour rire » (14-18 h) : avec G. Delahaye.
- Jeudi 16 décembre : « La vie d'artiste » (16-18 h) : le photographe Bouleau.

LES CADRES : QUE D'OMBRES AU TABLEAU

UNE rue de la banlieue stéphanoise. D'un côté, les maisons de mineurs où les familles s'entassaient dans deux ou trois pièces sans confort, des masures pour certaines. De l'autre côté, de vastes enclos verdoyants. Des rideaux de bouleaux ou de sapins, de grands marronniers dissimulent des maisons cousues. Jardiniers, Valets de chambre, chauffeurs. Les jours de fête, les grandes baies des salons sont illuminées...

C'était il y a quarante ans, il y a trente ans encore, quand le bassin minier de la Loire occupait 25 000 hommes. Les belles demeures étaient celles des ingénieurs, seigneurs et maîtres de la mine. Leur taille, la superficie des jardins et des parcs variaient avec la fonction. Il me revient que, pendant la guerre, quand l'essence fit défaut, les rejets de ces messieurs-dames étaient emmenés en fiacre aux lycées du centre-ville. Pas question de les livrer à la promiscuité des transports en commun...

Qui a vécu dans cette rue, côté mineurs bien sûr, ne se pose plus de questions quant à l'existence des classes. Et pourtant les gens d'en face n'étaient pas des grands bourgeois. Ils appartenaient à la catégorie de ceux qu'on appelle aujourd'hui les cadres supérieurs : ingénieurs en chef de groupe, « petits » ingénieurs de puits, etc.

Quoi de nouveau ?

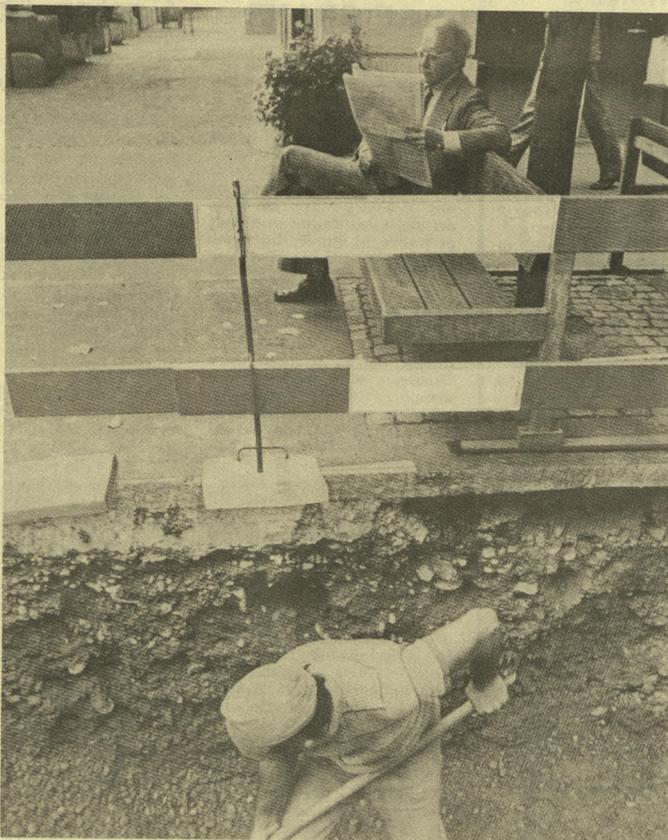
Aujourd'hui, les houillères ont presque disparu. Mais qu'en est-il avec les entreprises des grands trusts, Creusot-Loire par exemple ? Les ouvriers peuplent les ZUP avec des frigos dans les cuisines et des bagnoles sur les parkings. Certains en déduisent que les différences sont gommées, les inégalités rétrécies ! Pendant ce temps, les grands cadres, directeurs d'usines, chefs de services, cadres administratifs logent dans des villas de banlieues tranquilles ou dans de vastes appartements en ville loués à prix fort et entretenus par l'entreprise. Ces avantages substantiels s'ajoutent à des rémunérations sur lesquelles règne le black-out le plus complet, sans compter les indemnités diverses, notes de frais, bourses pour les études des rejets.

Il est souvent question, aujourd'hui, de malaise des cadres, de leur colère. Ils descendent dans la rue. Certains, même, s'interrogent : qu'est-ce que les cadres, existent-ils ? Il y a en effet matière à interrogation, car, avec ce vocable, un flou très artistique est volontairement entretenu. Par la CGC, par exemple, qui prétend parler en leur nom, alors que dans les usines elle recrute une bonne partie de ses adhérents dans le collège des « mensuels », y compris de « petits » employés qui gagnent parfois moins que des ouvriers, mais qui croient appartenir à une catégorie « supérieure »...

Dans le secteur privé, essentiellement l'industrie et le commerce, sur plus de douze millions de salariés, 622 000 sont des cadres supérieurs dont 133 000 ingénieurs et 444 000 administratifs. Un million cinq cent mille cadres « moyens » sont dénombrés, dont une moitié de techniciens et l'autre d'administratifs.

Ne mélangeons pas !...

Que peuvent avoir de commun le cadre supérieur, membre d'une direction générale, directeur d'usine ou chef de service et le technicien baptisé « cadre moyen » et qui gagne peut-être cinq ou dix fois moins ? Les techniciens d'atelier ou de laboratoire sont infiniment plus proches des ouvriers que du gratin de la hiérarchie, que ce soit à cause de leurs salaires ou de leurs conditions de travail. D'ailleurs, les critères utilisés dans les conventions collectives pour tracer les limites sont plus que vagues (il ne peut en être autrement). L'application totalement arbitraire par les patrons leur permet de per-



pétuer et d'aggraver la division entre les travailleurs.

Qu'y a-t-il de commun aussi entre la haute aristocratie des PDG et les ingénieurs qui travaillent dans les bureaux d'études, les laboratoires, les sociétés d'engineering, les usines de matière grise où ils sont soumis aux cadences et à la répression patronale ? Ces ingénieurs qui font un travail de technicien, qui mettent leurs connaissances en application et à qui l'on doit les développements, les innovations technologiques, sont, d'une façon générale, bien moins payés que ceux qui ont choisi de faire suer le burnous.

En effet, la catégorie fortement privilégiée est celle des cadres qui exercent un commandement direct, tels que les chefs de service, les directeurs d'établissement et ceux qui appartiennent aux états-majors des directions générales. A eux les très gros salaires et tous les avantages pécuniaires ou en nature. Et sur le terrain, dans les usines, ce ne sont d'ailleurs pas toujours des ingénieurs authentiques, diplômés, mais des hommes à poigne, sortis du rangs, dont on fait des « ingénieurs » maison.

La fonction patronale

Dans les grandes sociétés, les propriétaires de l'entreprise, les gros actionnaires ne sont, le plus souvent, pas connus des travailleurs. Pour ceux-ci, le patronat est incarné par l'encadrement supérieur, à ses différents niveaux. Dans l'affrontement de classe, c'est à lui qu'ils se heurtent directement.

Les ingénieurs sortis des grandes écoles oublient sans doute assez vite les connaissances scientifiques et techniques enseignées, car ils se consacrent exclusivement à la gestion, c'est-à-dire à assurer la rentabilité des capitaux engagés. Ce qui les conduit à consacrer une part importante de leur temps aux rapports avec le personnel et, pour l'essentiel, à faire régner la discipline du travail, si besoin par la répression, à contrer les revendications, à trouver des astuces

pour aggraver l'exploitation et reprendre d'une main ce qu'il avait voulu lâcher de l'autre. De la Direction générale aux chefs de service qui exercent sur le terrain, la fonction a perdu tout contenu technique. Ces messieurs ne font que survoler de haut les problèmes de production qui sont du ressort de services spécialisés mâchant toute la besogne.

La jungle

Dans les grands trusts, l'encadrement supérieur est fortement hiérarchisé et, bien entendu, les avantages sont d'autant plus importants que l'on se situe aux échelons les plus élevés, sans parler des titres, des grades qui renforcent le prestige... Le milieu n'est pas fraternel, c'est le moins qu'on puisse dire. Chacun s'agrippe à sa place, tout en lorgnant celle du niveau supérieur. Ces messieurs se divisent en lobbies, selon les écoles d'origine (Polytechnique, Central, Mines, etc.) et s'affrontent parfois dans des guerres sourdes mais impitoyables. Il n'y a pas d'amis, tous les coups bas sont permis, le cafardage est une arme de choix. L'inférieur est méprisé, mais devant le supérieur on se met au garde-à-vous. A Creusot-Loire, des compagnons ont vu un jour un vieux directeur, ancien de l'Ecole des Mines, se précipiter pour porter les valises d'un jeune et fringant polytechnicien promu à la Direction générale...

Les avantages sont de taille, mais la précarité de l'emploi est le revers de la médaille car, à n'importe quel poste, on peut être viré sans recours, victime d'une lutte de clan ou d'un nettoyage opéré par un nouveau venu dans les échelons supérieurs et qui veut placer ses hommes.

Ajoutons qu'à l'occasion ces messieurs ne se privent pas de tricher pour « gonfler » un résultat ou camoufler une défaillance, ce qui prouve que le système hiérarchique n'est pas forcément synonyme d'efficacité... En déchaînant les ambitions, en jouant sur les mobiles les plus vils, on ne peut qu'obtenir de tels résultats. Mais pour maintenir le système d'exploitation, le capitalisme — privé ou d'Etat —

n'a guère le choix des moyens.

La caste

Les cadres ont la conviction d'appartenir à une élite qui a en charge le destin du pays. Ils affirment que leurs responsabilités sont écrasantes et qu'ils travaillent plus que quiconque. Bien des gens les flattent, tel Jean Boissonnat écrivant récemment qu'ils avaient sacrifié beaucoup de leurs week-ends à l'intérêt général...

Leur modèle a été longtemps l'Amérique, mais maintenant ils admirent beaucoup le Japon où, disent-ils, les ouvriers sont obéissants, disciplinés.

Tout est fait pour les maintenir dans cet état d'esprit, notamment au moyen de nombreux séminaires où ils subissent un intense matraquage psychologique. Et dans un trust comme Creusot-Loire, aucun d'eux ne prendrait le risque d'exprimer une opinion personnelle non conforme à la bonne parole patronale. Ajoutons, pour parachever le tableau, qu'il serait très mal vu celui qui fréquenterait une association quelconque où il pourrait côtoyer des travailleurs. Mais le patronat peut être tranquille à ce propos, car même pour la pratique d'un sport, pour faire du vélo ou du jogging, ces messieurs préfèrent se retrouver entre eux. Ils se réunissent aussi dans des clubs, des amicales d'anciens élèves, des cercles d'inspiration cléricale, etc.

Ennemis de classe

Défenseurs acharnés du système capitaliste, ils se sont, dans leur grande majorité, toujours dressés contre les travailleurs, et particulièrement lors des grands mouvements sociaux, comme en 1936. En matière de répression, rien ne les rebute et ils n'hésitent pas, parfois, à forcer les piquets de grève ou à faire le coup de poing, comme on l'a vu dans les usines d'automobiles. En 1948, pendant la grande grève des mineurs, ils se transformèrent en auxiliaires de la police. C'était les mêmes qui, deux ans plus tôt, avaient dans la poche la carte de la CGT, alors que le ministre de tutelle des Houillères était Auguste Lecœur, à l'époque dauphin de Thorez...

Féroceement hostiles à tout rétrécissement de l'éventail des salaires qui, selon eux, leur enlèverait toute motivation, les cadres accusent d'égalitarisme un pouvoir qui leur passe pourtant pas mal de pomme. Jaloux de leurs prérogatives, une bonne partie d'entre eux n'a jamais vu d'un bon œil les tentatives des patrons « modernes » de développer des expériences de « participation » dans les ateliers. Et bien entendu, si minces que soient les « droits nouveaux », parce qu'ils introduisent des possibilités strictement limitées « d'expression sur les conditions de travail », les cadres dénoncent la loi Auroux et crient à la « soviétisation » !...

Aux antipodes

Piliers du système d'exploitation, comme l'armée, la police, la justice et l'ensemble des hauts fonctionnaires, les cadres, c'est-à-dire ceux qui, ingénieurs ou non, exercent par délégation la fonction patronale, se situent, par leur rôle et leur idéologie, aux antipodes du socialisme libertaire. Celui-ci, c'est une évidence, ne pourrait se passer de la compétence scientifique et technique, mais n'assurera son devenir qu'en permettant à tous les individus d'accéder au plus haut niveau de la connaissance. Personne ne devrait être condamné à perpétuité à la manœuvre du balai, aux tâches les plus ingrates. Celles qui pourraient subsister devraient être réparties entre tous de manière à ce que chacun puisse participer pleinement à l'œuvre collective. Et à toutes les décisions, en pleine connaissance de cause.

S. BASSON